

# TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste



MENSUEL - N° 10 - Juin 1983 - 6,00 F

ISSN 0754-281 X

## DÉSARMEMENT

SIMULTANÉ ET CONTRÔLÉ  
DES DEUX BLOCS  
USA - URSS





## Les lecteurs nous écrivent

### A PROPOS DU « VOYAGE » DE TRAVAILLEURS N°9 AU C.N.A.I.

(...) Dire que l'école privée est le canal privilégié de la diffusion des idées de droite dans le pays, c'est tout simplement grotesque. D'abord parce que comme elle le dit, il y a une petite minorité d'enfants qui y passent. Ensuite la presse et la télé même depuis mai 81, jouent un rôle bien plus considérable. Et puis que sous-entend cette affirmation? Veut-on dire que les enseignants du privé sont de droite? Il faut savoir que la grosse majorité des enseignants ne sont pas des religieux mais des maîtres-auxiliaires qui n'ayant pas trouvé de poste dans le public ou qui refusent de s'exiler loin de chez eux, prennent un emploi dans le privé. Et ils ne sont pas tous de droite loin de là! Il existe d'ailleurs un syndicat CFDT très actif et dynamique, curieusement passé sous silence sans doute à cause du vieil antagonisme SNI-CFDT.

Et puis d'ailleurs, l'école publique est-elle un lieu de diffusion des idées de gauche? J'aurais aussi aimé, dans un journal qui se dit marxiste (mais par moment on l'oublie presque) qu'on évoque au moins brièvement quelques idées sur l'analyse qu'on fait de l'école dans la diffusion de l'idéologie bourgeoise (voilà un mot qu'on ne voit plus guère dans notre presse). Et Jules Ferry dont on voit la silhouette, on aurait pu signaler qu'il a voulu créer l'école non dans un but philanthropique, mais avec comme argument : « si nous (la bourgeoisie) ne prenons pas en main l'éducation du peuple, c'est le peuple lui-même qui s'en chargera » (la Commune n'était pas loin). (...)

R. M. (Vaucluse)

### AMNISTIE SCANDALEUSE

(...) J'ai voté pour le candidat Mitterrand, sans pour autant choisir l'inconditionnalité. C'est ce qui me permet, après avoir suivi vingt mois de gestion socia-

liste, de refuser et de dénoncer les mauvaises surprises que nous a réservées un gouvernement dont nous attendions tout autre chose.

Depuis que F. Mitterrand a imposé l'amnistie totale des gens de l'OAS, je considère qu'il y a une rupture. Les réactions passionnelles soulevées par cette décision régalienne l'ont prouvé. Pour ma part, dans un geste aussi symbolique que dérisoire, j'ai renvoyé mon livret militaire au ministre de la Défense. Plusieurs raisons m'ont poussé à accomplir ce geste de protestation. En premier lieu, bien sûr, le « contentieux » algérien : né en Algérie, je me considère avant tout, solidaire et représentatif d'une génération d'hommes qui — quelle que soit leur origine territoriale — eurent tous « vingt ans dans les Aurès ». Aussi me serais-je senti coupable et complice si je n'avais protesté en souvenir de l'immense gâchis humain que fut cette guerre coloniale, conséquence tragique de la médiocrité des parlementaires de la IV<sup>e</sup> République, du conservatisme féroce des colons accrochés à leurs privilèges, de l'esprit de revanche d'une armée coloniale qui cherchait à effacer le désastre d'Indochine. Aucun de ces trois groupes ne comprenait ou ne voulait comprendre les aspirations légitimes des peuples dominés. (...)

Cl. C. (Languedoc)

### APRES LA GREVE DES INTERNES ET CHEFS DE CLINIQUE

(...) Sans vouloir remettre en cause le bien-fondé de certaines revendications avancées dans ce mouvement complexe, deux points au moins posent problème : on va créer des postes hospitalo-universitaires en plus, principalement pour les chefs de clinique, alors que la courbe démographique doit entraîner une baisse du nombre d'étudiants en médecine dans les années à venir, et d'autre part le ministre des Affaires sociales a promis d'inter-

## SOMMAIRE

Editorial .....	3
Isoler et combattre la droite .....	4
IX <sup>e</sup> Plan : cinq ans d'austérité .....	5
Ça s'est passé .....	6
Réforme du système monétaire .....	7
Grenoble : après les municipales .....	8-9
L'Etat : quels blocages? .....	10
Dans la vie des travailleurs .....	11
SCOP-Pilote dépose son bilan .....	12
Revenus agricoles : l'exemple de la viticulture ..	13
Festival JOC pour l'Emploi .....	14
Stages Rigout .....	15
Voyage dans une organisation populaire :	
La Fédération des Mutilés du Travail	
Interview de Robert Aurières .....	16-17-18
Le monde en bref .....	19
Chili : Pinochet, c'est la crise .....	20-21
Matières premières .....	22
Afghanistan : médecins, témoins indésirables ...	23
Pacifisme : le fond du débat .....	24
Etats généraux pour le désarmement .....	25
Parlons-ensemble : de mai 68 .....	26-27-28-29
Jazz-Chanson-Cinéma .....	30-31
Les peintres contre l'apartheid .....	32

Ont participé à ce numéro : Pierre Bauby, Cat Bruma, Gilles Carpentier, Estelle Delmas, Claude Dhalluin, Camille Granot, Christian Laplace, Claude Liria, Christophe Perlot, Marc Perrin, Daniel Pioch, Philippe Rijsel, Serge Senez, Alain Sentier, Robert Vallot, Germain Vauthier, Thomas Zek et correspondant Berck.

Joint à ce numéro, les abonnés reçoivent notre supplément « Documents ». Ce mois : « Pour connaître le mouvement pacifiste ». Les lecteurs peuvent nous le commander : 3,00 F.

venir auprès des caisses d'Assurance maladie pour qu'elles fassent un effort pour rembourser la différence entre les honoraires chargés dans le privé et les honoraires publics, moins coûteux. (Les praticiens du privé ont en effet besoin d'arrondir leurs fins de mois pour financer leurs installations). (...)

Qui va payer les postes hospitalo-universitaires en plus distribués aux chefs de clinique? Qui va être rendu responsable

du déficit accru de la Sécurité sociale, si les Assurances maladie doivent faire un effort supplémentaire compte tenu du non-alignement des honoraires privés sur les publics? Et qui le comblera, ce déficit? En clair, qui fournira l'argent nécessaire à ces cadeaux d'autant plus sidérants dans une période où on appelle tous les Français au sens du sacrifice? Qui, si ce n'est les salariés? (...)

M.D. (Nord)

## EDITORIAL

### DÉSARMEMENT



Ces deux dernières années, des millions et des millions d'hommes et de femmes sont descendus dans la rue pour défendre la paix, à Rome, à Bonn, à Stockholm, à Paris, à Athènes et dans d'autres capitales d'Europe. Certains sont motivés par un idéal religieux, par le respect de l'homme et de ses droits; d'autres se disent non-violents, écologistes, antinucléaires, antimilitaristes. Certains sont des scientifiques et des chercheurs avertis des conséquences d'une guerre mondiale. D'autres, vieux combattants de la paix, ont souffert de celle de 39-45, dans les camps ou sous les bombes. D'autres encore, syndicalistes et militants, s'efforcent de mettre en harmonie leur lutte pour l'émancipation sociale et pour défendre la paix. Des jeunes, il y a beaucoup de jeunes dans ces puissantes démonstrations. A-t-on suffisamment mesuré l'ampleur, l'importance, la nouveauté et l'originalité de ce mouvement? D'aucuns n'en ont vu que les confusions, les ambiguïtés, les divergences, les naïvetés et les contours flous... quand ils ne l'ont pas qualifié « d'immense manipulation du KGB »! Or, ce mouvement qui reflète l'aiguïssement des tensions entre les deux supergrands, exprime avant toute chose une CONSCIENCE NOUVELLE et une exigence : conscience nouvelle du danger croissant d'une troisième guerre mondiale, conscience nouvelle que l'Europe trinquera, exigence du désarmement, enfin. Force neuve dont l'éclatement, la diversité, les interrogations et l'ouverture constituent des potentialités gigantesques de lutte contre la guerre.

Désarmer, oui, mais qui et comment? Une évidence s'impose : il faut désarmer ceux qui sont armés, superarmés au point de pouvoir détruire 10 fois la planète. Ceux qui possèdent 80% des bombardiers, 95% des sous-marins, 90% des satellites (dont 3 sur 4 sont militaires), 95% des têtes nucléaires, ceux qui assurent 74% du commerce des armes dans le monde, ceux qui assurent 70% des dépenses militaires mondiales : les Etats-Unis et l'Union soviétique. Il n'y a aucune échappatoire possible — désarmer soi-même, unilatéralement, par exemple — tant que ces deux-là, qui concentrent les deux grosses poudrières n'auront pas été mis hors d'état de nuire au monde entier. Car le danger tient avant tout à leur rivalité économique, politique, stratégique pour dominer le monde : c'est la guerre des marchés économiques, la concurrence pour s'approprier des matières premières, du pétrole et du gaz, l'affrontement pour contrôler des voies maritimes et des bases d'appui aux quatre coins du monde. Il suffit d'observer les systèmes stratégique-militaires des Etats-Unis et de l'URSS pour s'en convaincre : véritables quadrillages de toutes les mers et de tous les continents, à des milliers de kilomètres de leurs territoires, ces systèmes visent à la préservation des intérêts de chacun et à leur expansion. L'Europe, avec son potentiel économique et humain alléchant, est prise en tenailles entre les deux superpuissances : Pershing contre SS20 assurent le contrôle des intérêts de l'un contre l'autre, de l'autre contre l'un. Sur notre dos. Voilà pourquoi nous disons, avec de nombreux pays aussi différents que la Suède, les non-alignés, le Venezuela, la Chine, et avec de nombreux hommes et femmes épris de paix : LES ETATS-UNIS ET L'URSS DOIVENT DÉSARMER LES PREMIERS, AU GRAND JOUR, SOUS LE CONTROLE DES PAYS CONCERNÉS, EN MEME TEMPS. En Europe, cela veut dire, retrait de tous les SS20 menaçants et non-déploiement des Pershing II et des Cruise. Cela veut dire aussi, réduction parallèle des armements conventionnels et nucléaires de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, suppression de leurs bases et troupes dans les territoires étrangers jusqu'à la dissolution complète et simultanée des deux blocs militaires.

Le mouvement pacifiste européen, mobilisé sur de telles bases, claires et raisonnables, dans le respect des originalités et des options de ses différentes composantes, pourrait devenir une force de paix efficace. D'autant qu'il n'est pas seul. Une autre force de paix existe, celle des pays et peuples du Tiers Monde, eux aussi menacés, et de plus en plus en butte au pillage, à l'oppression et à la guerre impérialistes portés chez eux par les deux superpuissances, par la puissance américaine, depuis plus d'un tiers de siècle, et aujourd'hui encore au Salvador, au Nicaragua, au Moyen-Orient comme par la superpuissance soviétique en Afghanistan, en Erythrée et au Cambodge. Puisse dans les luttes du Tiers Monde contre l'impérialisme et dans notre propre combat, côte à côte auprès de lui, les raisons d'espérer et de vaincre l'impérialisme et la guerre! Le 19 juin 83, comme le 20 juin 82, au milieu de toutes celles et de tous ceux qui aspirent à la paix, nous agissons en ce sens.

Camille GRANOT



## LA FIN DES VERDICTS « INCITATION A TIRER A VUE » ?

Le 18 octobre 1980, le CRS Taillefer tuait, au cours d'un contrôle de « routine », le jeune Houari Ben Mohamed... une rafale de pistolet-mitrailleur à bout portant. Deux ans et des poussières judiciaires plus tard, l'affaire passait en correctionnelle. Lenteur de gastéropode et inculpation pour « homicide involontaire » ; Taillefer présenté comme ayant été « maladroit et incompétent... dans la situation où il se trouvait ». Visiblement, « on » cherchait à minimiser la chose.

De leur côté, la famille de Houari et les jeunes de la cité, soutenus par les antiracistes marseillais, étaient bien décidés à ce que justice soit faite. Entre temps, il y eut diverses autres exactions racistes dans les cités immigrées... l'une d'elles se solda par la mort tragique d'un enfant, à la cité de la Cayolle. Attentats fascistes, « bavures » policières... résultats sanglants d'un même climat de haine raciale, distillé et attisé par la droite et l'extrême-droite. Le 22 avril, 3 000 antiracistes défilaient à Marseille « pour faire reculer le racisme ». Le 11 mai, ils étaient 300 devant le tribunal correctionnel pour que « justice soit faite » : le crime du CRS Taillefer devait être jugé aux Assises.

Le 18 mai dernier, date où le jugement devait être rendu, ils étaient à nouveau présents. Les faits (« le caractère délibéré des coups de feu ») et la mobilisation populaire ont obligé le tribunal correctionnel à se déclarer incompétent et à renvoyer l'affaire devant la cour d'Assises d'Aix-en-Provence. Premier échec cinglant pour une hiérarchie policière, forte, jusqu'à maintenant, de son impunité. Première victoire de poids pour les travailleurs immigrés et tous les antiracistes... Serait-ce la fin des verdicts « incitation à tirer à vue » ?



Le 22 avril, à Marseille...

## ÇA S'EST PASSE

d'une jeune femme « déséquilibrée » (Marie-Andrée était en cavale de son HP lors des faits). Le viol devient fabulation. Qu'importent les sévices physiques, la blessure morale. Légiférer ne suffit pas seulement pour effacer des siècles de servitude.

### CIBLE

13% de logements inoccupés dans Paris (source officielle)... Croyez-vous que c'est de cela dont parlait Chirac quand il polémiquait avec les socialistes au sujet d'un « phénomène urbain grave » ? Que non...

Le 13 mai, appelées par le député PS Alain Billon, les forces de police investissent un squat au 173, rue de Flandre...

Plusieurs centaines d'Antillais, d'Africains s'entassent, faute de logement, dans un immeuble inoccupé. Ce jour-là, il ne s'agissait que d'un contrôle plutôt musclé : 300 CRS armés de pied en cape, la matraque comme seul argument. Un avant-goût de l'expulsion qui ne devrait tarder. La rafle au petit matin, on aurait pu croire cela révolu... Là-dessus, PS et RPR s'empoignent, s'accusant mutuellement de se servir des squatts à des fins électoralistes. « Depuis 77, nous demandons l'expulsion des squatters... », la gauche a minimisé le problème (Chirac).

« La droite a délibérément protégé les squatts pour déstabiliser politiquement le quartier... » (Billon). Un set partout... Pour le problème du logement : on verra à la fin de l'échange...

Pendant ce temps, la ville est livrée aux promoteurs et aux spéculateurs. Les propriétaires ont tout loisir de louer à la tête du client ou de ne pas louer du tout. La gauche au pouvoir va-t-elle continuer, flics et justice à l'appui, à aider la droite et ses hommes d'affaires à continuer leur politique de main basse sur la ville ? La cible, la voilà... Monsieur Billon. Il faudrait peut-être se donner les moyens de l'atteindre.

Claude DHALLUIN

## REFORME DU SYSTEME MONETAIRE

# En solidarité avec le Tiers Monde

Avec l'aggravation de la crise économique internationale que traduisent en particulier les taux de chômage supérieurs à 10% dans de nombreux pays, la réduction des échanges mondiaux, les 600 milliards de dollars de dettes du Tiers Monde, les questions économiques, monétaires et financières sont au centre du Sommet des sept principaux pays industrialisés — Etats-Unis, Japon, Canada, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie et France — les 27 et 28 mai à Williamsburg.

Quelques jours avant ce Sommet, le dollar approchait 7,50 francs, alors que son cours était inférieur à 4,00 francs en 1979 ! La politique de taux d'intérêt élevés (jusqu'à 18% en 1981) mise en œuvre par Reagan a attiré les capitaux étrangers en quête de placements intéressants, y compris bon nombre de capitaux français, et entraîné cette surévaluation du dollar. Les Etats-Unis s'en servent pour faire financer leur gigantesque déficit (200 milliards de dollars pour le budget américain cette année) par les autres pays, en émettant des bons du Trésor. Ils utilisent cette situation pour faire supporter le poids de leur crise, pour maintenir leur domination, tant sur les pays du Tiers Monde que sur les autres pays occidentaux. Une telle politique contribue en particulier à l'étranglement des Etats endettés du Tiers Monde.

### VERS UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE ?

Face à une telle situation, François Mitterrand, le 10 mai, devant les ministres de l'OCDE, s'est prononcé pour la reconstruction de l'ordre économique international. Il a insisté, dans ce but, sur le développement du Tiers Monde, l'instauration d'une autre division internationale du travail, l'aménagement des financements à partir des besoins réels des pays en voie de développe-

ment. Il a proposé une Conférence monétaire internationale pour élaborer un nouveau système monétaire international permettant la stabilité des échanges monétaires et commerciaux.

De tels objectifs, même s'ils ne visent pas explicitement l'hégémonie du dollar, sont de nature à s'attaquer aux causes mêmes de l'aggravation de la situation économique, monétaire et financière internationale. Ils ont d'ailleurs rencontré un écho important dans le Tiers Monde, principale victime du système économique actuel, même si la proposition de François Mitterrand de tenir la Conférence monétaire internationale dans le cadre du FMI (Fonds monétaire international) est inadaptée, du fait de la sous-représentation du Tiers Monde dans cet organisme et de ses ingérences dans de nombreux pays en développement et s'il a pris comme référence les accords de Bretton-Woods qui en 1944 avaient établi la suprématie du dollar.

Le Tiers Monde est absent de Williamsburg. Sa place et son rôle sont pourtant décisifs pour la mise en œuvre d'un nouvel ordre économique international. Comme l'a précisé la Conférence au sommet des non-alignés de New-Delhi, des négociations globales Nord-Sud, pas seulement monétaires, sont indispensables dans le cadre de l'ONU pour sortir du désordre économique actuel.

Les Etats-Unis continuent, au contraire, à prôner leur « libéralisme »,

c'est-à-dire le libre jeu d'un marché dont ils maîtrisent les principales règles dans le but de défendre leurs intérêts et leur hégémonie. Leur proposition essentielle est que tous les pays s'alignent sur la politique américaine d'austérité et de redéploiement impérialiste.

### NE PAS SUBIR LA DOMINATION DU DOLLAR

C'est dans un tel contexte que le gouvernement vient d'obtenir un prêt d'une trentaine de milliards de francs auprès du Marché commun pour financer le déficit de la balance des paiements. Si, à la différence des précédents emprunts en devises, celui-ci ne se fait pas en dollars, il présente la caractéristique d'être assorti d'un droit de regard et de contrôle sur la politique économique française de la Commission de la CEE, c'est-à-dire des autres pays européens, dont la logique repose sur l'austérité, la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, la remise en cause de leurs droits sociaux, ce qui rend cet emprunt inacceptable. D'autant que, dans le même temps, les exportations de capitaux et la spéculation se poursuivent.

Quelques soient les résultats de Williamsburg, si on ne veut pas subir la domination du dollar, les conséquences de la politique de Reagan, il faut s'engager dans la voie des nécessaires ruptures avec le système impérialiste.

Cela implique de s'attaquer à l'hégémonie du dollar, contrôler strictement les changes, proposer aux autres pays, et d'abord aux pays du Tiers Monde, de régler les échanges commerciaux sans recours au dollar, de taxer les exportations de devises et la spéculation et de cesser les pratiques consistant à inciter les entreprises françaises à emprunter des dollars (34% des besoins d'emprunt d'EDF et 42% de ceux du Crédit national en 1982) et à prêter à des pays comme l'Afrique du Sud, aujourd'hui notre quatrième débiteur.

Cela implique, en même temps, de remettre en cause les rapports de domination de la France à l'égard du Tiers Monde, négocier des accords bilatéraux reposant sur l'égalité et les avantages réciproques, supprimer les tarifs douaniers sur les produits de ces pays, développer les transferts de technologie leur permettant l'accession aux brevets, faire des prêts sans intérêt proportionnels au volume des échanges.

Pierre BAUBY

### LA POULE ET L'OEUF

Entre deux scénarii de films défilé-gentillets et ses succulents commentaires du même métal dans les colonnes de *Journal de France*, Dassault, le premier député sucré de fraises de France, était l'invité du *Journal inattendu* sur RTL. Parlant du plan de rigueur, qu'il trouve « bon, même s'il est dur », il poétisait béatement : « Pour faire naître un poussin d'un œuf de poule, il faut la chaleur de la poule. Le plan Delors a besoin de la chaleur de la France pour réussir pleinement. » Belle image... mais vous avez déjà vu un poussin naître d'un œuf « dur », même s'il est bon ? Mais Dassault ne s'arrête pas à des considérations gallinesques sur la politique gouvernementale. Sur la question des immigrés chômeurs, dans son inénarrable rubrique « Café du

Commerce », il propose la solution. « Renault, par exemple, pourrait organiser la construction d'une automobile en Afrique du Nord... on l'appellerait "l'Africaine"... Le Maroc construirait les moteurs, la Tunisie la carrosserie, l'Algérie... la boîte à vitesse... etc., etc. et ferait le montage général. » Evidemment, « la France, qui aurait organisé cette fabrication, serait chargée de la vente... Ainsi les Maghrébins chômeurs en France pourraient devenir des travailleurs dans leur pays. Cela vaudrait certainement mieux pour tout le monde... » Les pays du Tiers Monde continueraient à être la poule aux œufs d'or pour les multinationales...

Pendant ce temps, la mère poule France, débarrassée d'éléments indésirables, pourrait continuer à couver son œufstérilité dans la douce quiétude du nid.

### A L'HEURE DE LA LOI ANTISEXISTE

A l'heure où les femmes remportent quelques victoires, avancées encore bien timides sur le chemin de l'égalité totale, dans le travail, le couple, devant la loi... ; à l'heure où des armes nouvelles leur sont données pour lutter contre les stéréotypes sexistes diffusés par les médias et la pub... (de la femme-objet de luxe à celle, aussi rétrograde, de la femme-objet de cuisine)... il existe encore des faits qui prouvent que le chemin sera long et difficile. Marie-Andrée Marion, victime d'un viol collectif en 1978, a vu ses agresseurs acquittés, un à un, au cours de procès successifs. Malgré les preuves flagrantes de viol avec séquestration, la justice n'a pas cru bon de prendre en considération les propos



Dubedout et Mendès-France en 68

## GRENOBLE

# Pourquoi est-elle tombée à droite ?

**T**ombée, la ville du « mythe », auréolée des anneaux olympiques et championne au « hit parade » de la bonne gestion d'après un sondage du *Point* paru à la veille des municipales : ce fut la plus grosse surprise du premier tour des municipales.

Grenoble, c'était le symbole du « *renouveau de la gauche* » :

— C'est la ville où, en 1965, à la surprise générale (déjà !), une liste à majorité PSU (*Groupe d'action municipale*) reléguait au rôle de force d'appoint une SFIO en débandade, arrivait au premier tour devant un PCF déjà en recul, et arrachait la mairie à la droite, pour y placer un brillant ingénieur nucléaire, s'affirmant « en dehors des partis », nommé Dubedout.

— C'est la ville « laboratoire » où se tiennent les grands « colloques » de la nouvelle gauche en 66 et 67.

— C'est la ville où Mendès-France fait son « retour » en venant s'y faire élire député en 1967, un an avant les Jeux olympiques d'hiver.

Que demander de plus pour que la ville devienne le symbole de la « gauche dynamique », sachant qu'elle s'affiche aussi comme la ville des « jeunes cadres scientifiques » : grosse Université, nombreux laboratoires de recherche et des industries de pointe (électro-technique, nucléaire, électronique, informatique...).

Aujourd'hui Dubedout doit céder son fauteuil à Carignon, un inconnu, porté par une droite bien recentrée sur une clientèle réactionnaire et raciste regroupant tous les mécontents.

Les 31,5% d'abstentions (identiques ou presque à la moyenne des villes de plus de 30 000 habitants — 30,1%) correspondent à la démobilisation de la gauche car contrairement à 77, cette fois la droite était mobilisée.

L'analyse par bureaux de vote montre des pertes de la gauche dans tous les quartiers mais surtout dans les quartiers populaires (cité Teisseire : —18%).

Comment en est-on arrivé là ?

### LA CAMPAGNE DE LA DROITE

Ce fut bien sûr celle du fric : des centaines de millions pour soutenir

Carignon (« employé » — ? — de la Chambre de commerce), de grands placards publicitaires partout, une équipe de standardistes appelant personnellement près de 10 000 personnes au téléphone pour vanter le candidat... Sans oublier les concerts de rock gratuits, et les goûters des vieux avec l'inévitable Line Renaud et la crapulerie de dernière heure : 40 000 tracts, la veille du scrutin, usurpant le sigle « *Grenoble écologie* » de 77 pour appeler à l'abstention (« *Les Verts ne votent pas rouge !* »).

La droite avait battu le rappel et la Chambre de commerce avait appelé tous les commerçants, habitant souvent dans les banlieues résidentielles périphériques, à se faire inscrire cette fois à Grenoble. De quel droit d'ailleurs ce privilège ? Est-ce que les travailleurs des entreprises grenobloises, logeant dans les banlieues populaires, ont le droit de s'inscrire à Grenoble ?

Ce fut aussi une campagne bien centrée à droite : si Giscard prétendait gouverner au centre, Carignon lui s'appuie habilement sur tous les mécontentements réactionnaires : contre les rénovations urbaines, les transports en commun, les impôts locaux, les actions socio-culturelles et les immigrés bien sûr.

On retrouve ainsi en bonne place sur la liste, le patron de la Chambre des métiers condamné sur plainte du MRAP pour une lettre ouverte à Dubedout en 1978, au titre évocateur : « *Doit-on livrer Grenoble aux Algériens ?* »

Notons que cette campagne raciste s'est faite très insidieusement, sous le manteau, et en touchant des quartiers populaires, sur le thème : « *A la mairie, pour le logement, il n'y en a que pour eux...* », etc.

En l'absence d'une mobilisation antiraciste, une gestion « favorable aux immigrés » prête le flanc à cette démagogie raciste. Il en va de même du refus des ghettos qui met de fait des travailleurs français en concurrence avec des immigrés, tout comme ils s'y retrouvent aujourd'hui dans le travail avec le développement de la crise.

On peut toujours accuser la droite, son fric et sa démagogie, mais les raisons profondes sont ailleurs.

### L'ÉCHEC ET LES ERREURS DE LA GAUCHE

Passons rapidement sur celles que l'on retrouve un peu partout dans ces municipales.

— La déception par rapport au gouvernement particulièrement sensible dans les milieux populaires.

La crise n'épargne pas la cuvette grenobloise : le vieux secteur traditionnel (alimentation, textile) a été liquidé. Après des entreprises petites ou moyennes, ce sont maintenant des grosses qui sont touchées (Eurotungsten, aujourd'hui PCUK) et dans les grands secteurs, il n'y a pratiquement plus d'embauche.

— Le lâchage, sans doute, d'une partie de la clientèle cadre qui avait voté Mitterrand en 81 et soutenait depuis longtemps « l'expérience grenobloise ».

— La diminution du nombre d'ouvriers (surtout français). Beaucoup ont rejoint les banlieues périphériques et en même temps les emplois ouvriers diminuent. Ainsi Merlin-Gérin, la plus grosse entreprise de la ville avec près de 10 000 personnes, compte aujourd'hui une minorité d'ouvriers (et avec le dernier « contrat de solidarité », 1 000 ouvriers mis en préretraite seront remplacés par l'embauche de 1 000 jeunes techniciens).

### BONNE GESTION ET TECHNOCRATIE

Il est indéniable que le bilan de gestion après 18 ans de municipalité Dubedout est bon : urbanisme, équipements socio-culturels, transports en commun.

Des opérations assez exemplaires ont été menées, par exemple :

— pour la rénovation des vieux quartiers avec maintien sur place des habitants (souvent immigrés) ;

— pour la construction de logements populaires malgré le manque d'espace, en refusant tout ghetto immigré et en poussant à l'intégration scolaire.

— pour le développement de centres de santé qui tranchent avec les visites à la chaîne de nombreux cabinets privés

que l'on a retrouvés en tête de la croisade « libérale ».

Mais toute cette gestion s'est faite sans les habitants et parfois contre eux. Ainsi pour racheter des îlots à « réhabiliter », on a muré provisoirement certains immeubles, déplacé des gens parfois âgés, sans explication.

Il y a 15 ans, la nouvelle gauche animait les Unions de quartiers. Aujourd'hui celles qui survivent sont souvent le fief des petits commerçants et de la droite. Les élus et les responsables techniques se contentaient de faire des réunions périodiques dans les quartiers où personne ne venait.

L'équipe municipale a vieilli et s'est usée en se transformant en prestataire de services, de bons services auxquels on s'habitue mais qui coûtent cher en impôts locaux et contre lesquels se retournent tous les mécontentements.

### L'ABSENCE DE MOBILISATION

Toute une génération de militants a été transformée en gestionnaires dans les services municipaux et para-municipaux (agence d'urbanisme, syndicat d'aménagement, action sociale...). Ils pensaient « *faire passer leur engagement dans l'action sur le terrain* ». Mais aucun relais politique, aucun appui ne s'est constitué à côté, notamment parmi les jeunes. Au contraire, le mouvement associatif grenoblois s'est affaibli.

Un petit triangle municipalité-PS-CFDT a cru à son hégémonie sur la ville. A l'arrivée des élections, l'équipe municipale forte de son bilan « positif » n'a pas voulu de bataille politique, ni impulser de mobilisation.

L'attitude méprisante du PS, ne daignant même pas répondre à la demande de rencontre de notre parti, fut significative.

La seule ouverture s'est faite en intégrant quelques militants « écologistes et autogestionnaires » pour pouvoir parler de renouvellement. (La liste verte avait obtenu 9% en 77!).

Ajoutons à cela les luttes de tendances et de personnes dans le PS local.

Ajoutons les contradictions avec un PCF en grave chute sur la ville et que l'on réduit à la portion congrue.

On comprend qu'il ait manqué de bras pour coller les affiches !

Qu'importe, pensaient beaucoup, le bilan de gestion suffit et la gauche est sûre de gagner... au point que... beaucoup ne sont même pas allés voter.

Germain VAUTHIER

### LES MENACES, AUJOURD'HUI, SUR LA VILLE

La droite à la mairie, ça se sent déjà : un car payé aux étudiants en médecine pour monter à Paris, des entraves à des locations de salles pour une réunion Palestine et surtout un clientélisme à tout crin. Ce n'est plus à l'Office HLM que l'on attribue les logements mais dans le bureau du maire qui... ne désemplit pas.

Même si Carignon reste prudent, on connaît bien les secteurs qui sont menacés :

— le logement social et la rénovation urbaine (avec maintien sur place) qui laissera la place aux profits spéculatifs des promoteurs privés ;

— le secteur animation/social/santé ; on y supprimera de nombreuses subventions pour tuer les expériences « gênantes », comme les Centres de santé, les Centres mutualistes... ;

— la politique envers les travailleurs immigrés avec le choix de quelques quartiers à transformer en ghetto et l'abandon de l'intégration scolaire ;

— les transports en commun ;

— le syndicat intercommunal d'agglomération où au nom de l'« autonomie », on refusera toute solidarité avec les communes moins bien nanties ;

— les luttes ouvrières et le mouvement associatif populaire ;

— les conditions de travail du personnel communal.

Mais on nous a promis heureusement une grande équipe de football professionnelle !!

Autre consolation : face à ces menaces, citons le réveil de nombreux militants, prêts à se battre, à former des sortes de « Comités de vigilance » face au danger de « main basse sur la ville ».

### LES CHIFFRES SONT CLAIRS

	1 <sup>er</sup> tour 1977	2 <sup>e</sup> tour 1977	1 <sup>er</sup> tour 1983
Abstentions	33 %	31,5%	31,5%
Résultats % exprimés.			
Dubedout	49 %	56 %	43,5%
Ecologistes	9 %		
LCR	1,5%		2,5%
Div. mod.	3 %		
Droite	37 %	44 %	54 %



## Quels blocages ?

mars 1983, consacre quelques dizaines de pages au fonctionnement de l'Etat et pose quelques questions : Faut-il autant de lois pour poursuivre l'action du gouvernement ? Y a-t-il omnipotence des « grands corps » de l'Etat ? etc. La lecture de ces pages, où l'on parle concret et non « philosophie de l'Etat »... ne manque pas de surprendre le simple travailleur ou le simple militant.

### DE LA LENTEUR POUR LEGIFERER...

Marie-Aimée Latournerie y livre ses « réflexions sur 18 mois d'activité législative d'un gouvernement d'union de la gauche ». M.A. Latournerie, directeur de cabinet du ministre chargé des Relations avec le Parlement, conclut de son étude qu'« un gros programme législatif qui avait été mobilisateur sur le plan électoral, plus une solide majorité parlementaire à l'Assemblée nationale ne suffisaient pas tout à fait pour "gouverner autrement" et obligeaient à assumer, (...), les contraintes inhérentes à la gestion d'un pays de vieille tradition démocratique et aux structures économiques et sociales complexes ».

Certes ! 105 lois ont été adoptées définitivement du 30 juillet 81 au 21 décembre 82. Mais que de lenteurs ! Les nationalisations annoncées le 8 juillet 81, passent au *Journal officiel* du 13 février 82 ; la loi Quilliot approuvée en Conseil des ministres en octobre 81, est publiée le 23 juin 82 et les décrets d'application... fin 82. Des mécanismes institutionnels expliquent ces lenteurs : l'existence de deux Assemblées (procédures de navettes, etc.) dont l'une est à majorité de droite, les modalités du droit d'amendement, le recours au Conseil constitutionnel. « Contraintes démocratiques » obligées ou blocages politiques et de classe ? C'est toute la question ! L'observation attentive des réticences du Sénat et des décisions du Conseil constitutionnel n'autorise aucun doute : il s'agit bien de blocages opérés par deux institutions réactionnaires, l'une maintenue, l'autre mise en place par la Constitution de la V<sup>e</sup> République.

### DES BLOCAGES DE CLASSE

On comprend en effet que le Sénat, assemblée de notables, élus de manière indirecte et sur-représentant la France rurale par rapport à la France industrielle et urbaine, ait multiplié les amendements négatifs et les restrictions aux lois Auroux, relayant ainsi les obstructions et cris des députés de droite de l'Assemblée nationale ! Et pourtant le sacro-saint droit de propriété capitaliste n'avait été nullement entamé ! On comprend aussi les décisions du Conseil constitutionnel, institution profondément antidémocratique, même si un ou deux de ses nouveaux membres sont issus d'horizons politiques attachés à la défense des libertés ; quand le Conseil constitutionnel décide souverainement et sans appel une rallonge de plusieurs milliards de francs aux expropriétaires des nationalisées, il travaille directement pour les intérêts capitalistes, ni plus ni moins. Et la « vieille tradition démocratique » invoquée par M.A. Latournerie montre son visage véritable, celui de la défense d'un système spoliateur. Ces entreprises nationalisées ne sont-elles pas le fruit du labeur et de l'intelligence de millions de travailleurs ?

M.A. Latournerie termine son article par une proposition étonnante : réaliser « une plus grande économie de moyens sur le plan législatif », moins de lois et une « démarche autogestionnaire », évoquant au passage les paroles de *L'Internationale* : « L'Etat opprime et la loi triche... ». Paroles radicales pour une pratique qui ne l'est pas du tout ! M.A. Latournerie livre la raison essentielle de ce choix : « Il y a peu de lois nouvelles envisageables qui ne doivent avoir comme conséquence directe ou indirecte d'accroître les charges publiques en frais de gestion et à cet égard la marge de manœuvre est limitée. » Comme quoi logique de soumission à la légalité de l'Etat capitaliste et logique de l'austérité vont de pair.

Camille GRANOT

## DANS LA VIE DES TRAVAILLEURS

### ● COUP DE FREIN DANS L'AUTOMOBILE

La France a été, en 1982, le seul marché porteur (ayant progressé). Tous les observateurs, en France ou à l'étranger s'accordent pour attribuer ce résultat aux mesures sociales prises en 1981 par le gouvernement français et à leur traduction en pouvoir d'achat pour les travailleurs. Un argument qui se défend pour le maintien ou la progression dudit pouvoir d'achat, non ?... Un argument qu'a semblé-t-il bien mesuré la direction de la Régie Renault : suite au deuxième plan de rigueur dont les mesures d'austérité pèsent (déjà) lourdement sur le pouvoir d'achat, elle vient d'annoncer pour cette année des prévisions de production en baisse de 130 000 véhicules par rapport à 1982... D'ailleurs, à Renault-Cléon, 400 emplois sont menacés (des contrats à durée déterminée) et dans certaines usines de la Régie le chômage technique est d'actualité.

Bien plus grave encore, la situation dans le groupe PSA, plus spécialement à Talbot où la direction veut faire passer le chômage de 5 jours actuellement à 7 en juin et où elle annonce son intention d'abandonner la fabrication des boîtes à vitesse et de la *Tagora*. La CGT note que 5 jours de chômage technique, cela représente une production de 7 282 voitures en moins dans le mois : à 10 près, c'est le nombre de commandes de plus que de voitures produites en un mois ! Dans le même temps, la direction veut mettre en place des équipes travaillant les samedi et dimanche... Dans ces conditions, la venue à Poissy du montage de la 104 (une fin de série) et de la 205 Rallye (une petite série) autorise à se demander si la direction de PSA ne veut pas faire de cette usine une usine de saisonniers ! Largement de quoi justifier une journée d'action à Talbot le 1<sup>er</sup> juin.

D'une manière générale, le rétrécissement global du marché, le fait que les appareils de production soient loin de tourner à plein (à moins de 50 % dans certains cas), montrent que la crise, dans l'automobile, n'est pas derrière nous !

### ● P.T.T. : ELECTIONS AUX COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES

Ces commissions traitent de questions telles que l'avancement, les mutations, la notation, la discipline, les demandes de disponibilité, de temps partiel, ou bien les réformes de services (comme celle de l'acheminement). Elles devraient voir leur compétence s'étendre aux questions de conditions de travail, d'effectifs...

Les élections à ces commissions ont lieu tous les trois ans et ont déterminé, cette année, la représentativité des syndicats dans les futurs CHS (il n'y en a pas actuellement), ainsi d'ailleurs que dans d'autres instances (organismes sociaux, comités techniques paritaires, conseil supérieur de la Fonction publique).

Toutes commissions comprises (nationales, régionales, départementales), pour 415 000 inscrits, les résultats ont été les suivants (entre parenthèses, ceux de 1980) : CGT 35,25% (38,9%) ; CFDT 27,69% (24,39%) ; FO 23,16% (24,19%) ; CFTC 6% (4,96%) ; CSL 4,7% (4,38%) ; CGC 1% (1,29%).

Un commentaire de nos camarades de Paris Recette principale : la CGT reste la première organisation syndicale aux PTT. Elle accuse malgré tout un recul assez important (plus ou moins prononcé selon les secteurs) qui bénéficie essentiellement à la CFDT au niveau national.

Ces élections favorisent en fait l'encadrement car, dans chaque commission, il y a un nombre d'élus par catégorie (alors que les classifications elles-mêmes sont à revoir), ce qui don-

ne une représentation disproportionnée de l'encadrement par rapport à la grande masse des personnels « d'exécution ». On peut d'ailleurs noter que le plus fort taux d'abstention se situe généralement dans les plus basses catégories (parmi les préposés en particulier).

Les syndicats ne devraient-ils pas organiser des discussions larges autour des questions que cela soulève (lorsqu'il s'agit par exemple de se prononcer sur des licenciements de personnels mal notés par ce même encadrement) et bien d'autres, plutôt que de se contenter de cris de victoire au vu de leurs résultats respectifs ? Les travailleurs les plus exploités se sentiraient sans doute plus concernés...

### ● EMPLOI : ECLAIRCIE TROMPEUSE

Il faut bien encore et encore en parler puisque, fin avril, on a recensé moins de deux millions de demandeurs, 1 949 634 exactement, 6 700 de moins qu'en mars (21 000 « seulement » de plus qu'en avril 1982). Qui mais :

— le ministère lui-même admet que « cette évolution favorable résulte pour partie de l'annulation de demandes correspondant à des chômeurs dont les droits à l'indemnisation sont épuisés » (+16,4% en un an de radiations pour absence de pointage).

— les effectifs salariés conti-

nent de baisser (de 50 000 durant le dernier trimestre 1982). — les offres d'emploi également : 52 600 en avril, 58 100 en mars, 76 900 en janvier.

— l'ancienneté moyenne des chômeurs continue de croître : plus de 10 mois maintenant. Près du tiers des chômeurs de plus de 50 ans sont inscrits depuis plus de 2 ans ; 48% de ceux de moins de 25 ans le sont depuis plus de 6 mois...

— il y a eu plus de 310 000 licenciements économiques dans les huit derniers mois, tandis que le chômage partiel dépasse largement, et depuis longtemps, le million de journées indemnisables par mois.

Et ce n'est pas noircir le tableau que d'en montrer ces aspects-là, car tout laisse présager qu'ils vont encore s'aggraver.

### ● CHIFFRES

La Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés a fourni récemment des données statistiques concernant l'année 1981. Du fait des accidents du travail, 32 635 609 journées de travail ont été perdues cette année-là. A titre de comparaison, les grèves ont « coûté » en 1981, 2,3 millions de journées.

Moralité : la grève pour l'amélioration des conditions de travail est un acte hautement civique...

Gilles CARPENTIER

Notre journal ne peut vivre que de votre soutien, votre abonnement

	PCML Flash hebdomadaire	TRAVAILLEURS mensuel
Je m'abonne pour :		
6 mois : 80,00 <sup>Fr</sup>	<input type="checkbox"/>	12 mois : 150,00 <sup>Fr</sup>
soutien : 100,00 <sup>Fr</sup>	<input type="checkbox"/>	soutien : 200,00 <sup>Fr</sup>
Nom .....		
Prénom .....		
Rue .....		
Ville .....		
Code postal .....		

Directeur de publication : M. Cuisinier. Abnt. 1 an : 100 Frs. Commission paritaire 64707. Imp. Presse d'Aujourd'hui, BP 90 75962 Paris Cedex 20. Imp. ICT.

## INSERTION PROFESSIONNELLE DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

# LA SCOP-PILOTE DE BERCK A DEPOSE SON BILAN

La société coopérative de production «Pilote» de Berck, employant 67 personnes dont 34 handicapés physiques, à la fabrication de bijoux fantaisie, vient de déposer son bilan.

Cette entreprise, depuis sa création en 58, est un exemple d'insertion des handicapés dans le monde du travail. Cependant, elle est en opposition avec la loi d'orientation de 75. L'objectif de cette loi n'étant pas de chercher, de provoquer une réinsertion en milieu ordinaire de travail, mais bien de faire en sorte que les établissements de travail protégé puissent accueillir les handicapés adultes au moindre coût pour l'Etat.

Par exemple, cette loi ne porte plus obligation relative d'employer 3% de personnes handicapées parmi le personnel. Les employeurs dès lors peuvent passer des contrats de sous-traitance avec les ateliers protégés et les Centres d'aide par le travail (CAT). D'une pierre deux coups : ils n'emploient pas de handicapés et passent des contrats de sous-traitance à prix avantageux. C'est ainsi que, lors de la grève des travailleurs d'Isostat-ITT à Cucq l'an dernier, une partie de la production a pu être faite grâce au travail des CAT de Boulogne, d'Étaples et à la SCOP-Pilote.

Autre exemple, cette loi prévoit que les entreprises privées pourront créer leurs propres ateliers protégés alors qu'auparavant seules les associations de type «loi de 1901» à titre non-lucratif, pouvaient le faire. Pour les encourager, la loi prévoit bien sûr de subventionner ceux qui désireraient (jusqu'à 80% des coûts) en créer et de les exempter de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés au sein même de l'entreprise...

### IL FAUT ABROGER LA LOI D'ORIENTATION DE 75

Cette loi tend à accroître la ségrégation des travailleurs handicapés au lieu de leur permettre de s'intégrer à la vie des autres travailleurs.

Fort de cette loi, le pouvoir Giscard refusait de s'engager financièrement à



Manifestation des «Pilotes» devant l'Opéra en 1979.

aider au maintien et au développement de «Pilote». Cette attitude visait à contraindre les «Pilote» à déposer le bilan pour mieux imposer l'atelier protégé.

Face à cela, les travailleurs se battent pour le maintien de leur dignité, en refusant le projet des partis de droite de les intégrer dans un atelier protégé; pour le maintien de leur emploi, en créant une coopérative en 79, pour conserver leur outil de travail et garantir leur emploi.

Mais, depuis la création de l'entreprise en 58, aucun investissement sérieux n'avait été entrepris et les travailleurs se retrouvèrent avec un outil de production déprécié (machines-outil vétustes, locaux dispersés dans la ville, fichier-clients dans des boîtes en carton, traité manuellement alors que l'entreprise vend uniquement par correspondance...).

Dans ces conditions, il était difficile pour cette entreprise de ne pas être déficitaire.

Avec le 10 mai 81, l'espoir de sortir de cette logique était réel. Le gouver-

nement Mauroy acceptait de financer le plan de relance proposé par la CGT. Il comportait : — un plan de formation professionnelle du personnel; — un projet d'informatisation du fichier-client; — un projet de rénovation des bâtiments et de renouvellement des machines-outil.

Ce plan permettait d'atteindre l'autonomie et la rentabilité de l'entreprise. Mais depuis l'entreprise a déposé son bilan et la section CFDT de l'entreprise de demander des explications aux pouvoirs publics quant au non-respect des engagements pris. Selon la direction de l'entreprise, les pouvoirs publics proposeraient la solution de l'atelier protégé.

Nous nous rangeons aux côtés des travailleurs de l'entreprise pour refuser l'atelier protégé, nous ne pouvons nous résoudre à la fin de cette expérience d'insertion et nous réclamons la mise en place véritable du plan de relance accepté par le gouvernement Mauroy en 81.

Correspondant Berck

La commission officielle des Comptes de l'agriculture vient d'indiquer que le revenu réel des agriculteurs français avait connu «une hausse moyenne de 9,1% en 82».

Mais ceci est une moyenne qui masque des réalités très différentes, car le revenu agricole progresse de façon très inégale selon le type et la taille des exploitations (les grandes exploitations de type capitaliste progressent le plus vite et creusent l'écart avec les petites).

L'inégalité dépend aussi de la nature de la production. Sur une base 100 en 81, on trouve les oléagineux (colza, tournesol) à 151,6, le maïs à 127,9, le blé à 119,7, les légumes à 105,8, les vins de qualité (AOC dont champagne) à 153,9, les vins courants à 107,9 et les fruits à 95,16 (soit en baisse). Comme on le voit, des écarts considérables.

### L'EXEMPLE DE LA VITICULTURE

On ne peut pour autant dire, comme l'ont fait les médias, que cette hausse moyenne est due à la viticulture sans préciser les importantes disparités entre les régions.

Le département de la Marne (production de champagne) connaît une progression de 109% (12 fois plus que la progression moyenne); celui de la Gironde (production de bordeaux) de 88%.

Mais à l'inverse, si l'on regarde le Languedoc-Roussillon, première région viticole française, on s'aperçoit que les seuls départements qui connaissent une hausse (+5%) du revenu brut d'exploitation sont la Lozère et l'Aveyron, deux départements non viticoles!

Le département de l'Aude doit à la polyculture du Lauragais son taux très légèrement positif (+0,1%).

L'Hérault et les Pyrénées-Orientales enregistrent une baisse de -13% et le Gard de -21%!

La disparité de l'évolution des revenus entre les vigneron français tient au fait que non seulement les bordeaux, bourgognes et autres beaujolais se sont bien vendus, mais qu'une partie de l'excellente récolte réalisée dans ces vignobles a été déclassée en raison même de sa quantité et a été bradée, concurrençant les vins du Midi qui ont vu leur marché s'effondrer.

Cette situation entraîne de graves problèmes et il ne se passe pas de semaine sans action conduite par les Comités d'action viticole. Certaines caves coopératives n'ont encore vendu

# HAUSSE DU REVENU

## DES PAYSANS :

# c'est pas vrai pour tous, c'est pas vrai partout

aucune goutte de vin de la récolte 82 alors que la prochaine récolte approche, et elles ne peuvent plus payer les acomptes aux viticulteurs. Il faut savoir que le viticulteur ne touche le fruit de son travail que bien après la récolte. Par exemple, le vin des vendanges 1981 ne lui sera soldé qu'en juin 1983.

Cela explique que les viticulteurs revendiquent notamment des facilités financières. Pendant ce temps, le négociant achète le vin à bas prix, il ne le retire que 3 ou 6 mois plus tard (frais de stockage à la charge des caves) et ne le paie qu'encore plus tard.

Aussi de plus en plus d'actions prennent pour cible le négociant qui ne cherche que son profit au détriment des intérêts des petits et moyens exploitants. C'est lui qui achète le vin à 16,00 francs le degré-hectolitre et même moins, et qui refuse de signer un accord sur un prix minimum rémunérateur...

Il faut savoir que Bruxelles fixe des prix : orientation (20,83 francs) et déclenchement (19,24 francs) — en dessous, il y a une crise! — mais ces prix n'ont qu'un caractère indicatif car le

vin, comme les autres productions méditerranéennes, ne bénéficie pas d'une garantie de prix, celui-ci est fonction de l'état du marché. C'est pour cela que, contrairement aux autres agriculteurs, les viticulteurs sont peu concernés par la fixation des prix agricoles au niveau communautaire.

Il en est de même pour les montants compensatoires monétaires; ils mobilisent peu les viticulteurs si ce n'est depuis la dernière dévaluation, les MCM négatifs avec l'Italie qui représentent une subvention de 0,48 francs par degré-hecto, pourraient relancer les importations, aggravant encore l'état du marché.

Le 20 mai, à l'appel de tous les Comités d'action viticole, les viticulteurs ont bloqué la circulation sur les routes du Languedoc-Roussillon par une opération coordonnée. Si cette protestation à l'échelon régional n'entraîne pas des mesures permettant une remontée des prix et des ventes, la situation sera dramatique pour les viticulteurs et les actions qui suivront pourraient le devenir.

Daniel PIOCH

S'il est besoin d'autres chiffres pour montrer la baisse du revenu, sachez que : en 1970, il fallait 212 hl de vin pour acheter un tracteur de 45 CV. Il en fallait 375 en 1980 pour acheter le même tracteur. Le tracteur a vu son prix multiplié par 3,12. Le prix moyen de l'hectolitre de vin n'a été multiplié que par 1,76.



## « Jeune, bâtis ton avenir »

30 000 participants; interventions de Pierre Mauroy, Jack Ralite, visites de Henri Krasucki, d'Edmond Maire... : le Festival des jeunes pour l'emploi, organisé les 21 et 22 mai par la JOC et la JOCF à la Courneuve, a été un incontestable événement.

Dans « une société malade de sa jeunesse », selon l'expression des dirigeants jocistes et comme le confirment de nombreux signes, un tel rassemblement de milliers de jeunes, sur le thème ô combien brûlant de l'emploi, n'est évidemment pas sans signification. Résultat d'un travail en profondeur, que reflètent bien en particulier les 350 comités de chômeurs et 150 collectifs de jeunes en emploi précaire créés, ce Festival aura montré que, au-delà des déceptions et du pessimisme ambiants, « les jeunes ne sont pas incapables d'affronter les problèmes d'avenir, ils sont simplement différents de leurs aînés ».

Mais laissons leur la parole...

### UN SONDAGE-AVERTISSEMENT

La JOC commente son sondage : « Des jeunes et des questions de l'emploi » (extraits) :

(...) Ils sont plus de 60% de jeunes à juger inefficace la politique de M. Mauroy en matière d'emploi. Une moitié d'entre eux estime que cette politique est identique à celle conduite par Giscard et Barre. (...) Pierre Mauroy n'est pas tenu pour responsable du chômage (6% des jeunes seulement le pensent).

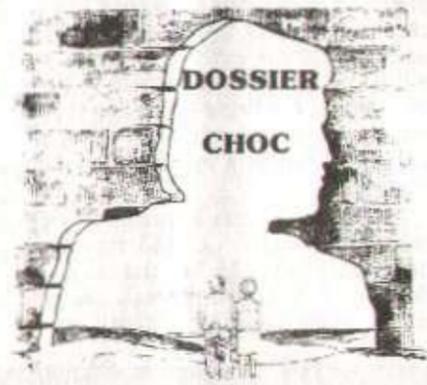
Les jeunes, travailleurs et chômeurs, ne perçoivent pas le changement politique. Nous le constatons également sur le terrain. Ils veulent du concret et de l'immédiat. Alors effectivement il y a déception. (...)

Les jeunes ont perçu l'enjeu de la formation professionnelle. (...) Ils sont

plus de 90% à connaître les stages 16-18 ans. La libération des emplois par le développement du temps partiel, l'embauche et la formation professionnelle sont les mesures préconisées par les jeunes. (...) La revendication au minimum jeunesse pour tous démontre également à quel point la situation financière des chômeurs est dramatique parfois. Ils sont plus de 50% à vivre avec moins de 1 500,00 francs par mois (enquête JOC-JOCF 82). (...)

Mise à part la formation professionnelle (stages 16-18), les nouvelles lois sont ignorées par les jeunes. 60% des actifs ignorent les lois Auroux. Comment construire le changement si les jeunes ignorent les principaux leviers? (...) Une majorité de jeunes pensent que c'est le progrès technique qui est facteur du chômage. Ils sont nombreux à envisager leur avenir avec pessimisme (50%). (...) Les syndicats enfin, sont éloignés des jeunes. Plus de la moitié des jeunes sont incapables de faire la différence entre les différents syndicats. Ce constat confirme qu'il y a un risque de cassure entre la jeunesse et les éléments dynamiques de la société (syndicats, partis). Il y a là manifestement un problème de société.

Si l'on veut que cette cassure ne produise pas de dégâts irréversibles, cela exige de la part de tous (institutions, pouvoirs publics, syndicats) une profonde remise en cause de leur pratique. (...)



EXTRAITS  
D'UN « DOSSIER-CHOC »  
RÉALISÉ POUR CE FESTIVAL

Valence : Manuel est embauché comme maçon, il fait la plonge au res-

taurant du fils du patron, 48h. par semaine; sur sa fiche de paye, il est déclaré comme maçon...

Béatrice, intérimaire à Lyon : « je suis payée tous les 2-3 mois. Je n'ai pas de contrat défini. On peut me mettre à la porte à n'importe quel moment. »

Tarbes : dans une laiterie Gervais-Danone, il y a plus d'emplois sous contrat à durée déterminée que d'emplois stables, 3 mois de congés et on te reprend. « Je suis resté un mois chez moi à attendre le coup de fil pour me faire réembaucher, parce que si tu n'est pas là, ils cherchent quelqu'un d'autre. »

Alès : « Je suis au chômage depuis que j'ai 16 ans, j'en ai 22. (...) J'ai fait des petits boulots, ménages, gardes d'enfants, mais jamais déclarée. Je ne touche rien, je n'ai pas droit à la sécu. (...) Je voudrais ne plus dépendre de mes parents, surtout qu'il y a chez moi mon frère et mon père au chômage. Mon frère sans travail, ne se sent plus un homme. »

Beauvais : Lorine et Jacques sont inscrits à un stage ANFOPAR (préparation d'un CAP de cuisine). (...) En formation depuis le mois de décembre, ils n'ont pas encore touché une seule fois leurs 800 francs mensuels. Pendant les cours pratiques, ils font le ménage à Euromarché!

St-Dié : Francis, « j'ai fait un stage FPA de 6 mois à Metz, en métallurgie, il y a deux ans. Je n'ai pas trouvé de boulot depuis, et je commence seulement à toucher le chômage (1 400,00 francs par mois). »

Beauvais : chez Darty, Jocelyne travaille le dimanche, les heures travaillées ne sont pas inscrites sur la fiche de paie, le patron paie de la main à la main. Les gars ne disent rien, ils ont peur pour leur place.

St-Etienne : Khemais, « j'avais une place de magasinier (chez Fuchs) au téléphone c'était d'accord, ils m'ont convoqué. Quand ils ont vu que j'étais arabe, ils ne m'ont pas pris ». »

Gilles CARPENTIER

## SIMPLEMENT UNE BULLE D'AIR?

### STAGES RIGOUT

33% des jeunes dans la classe d'âge 16-18 ans sortent de l'école sans le moindre diplôme. Pour remettre en cause cette situation d'échec touchant une population extrêmement importante, ont été institués les stages de formation dits Rigout. L'enjeu est de taille : va-t-on réussir à éviter la marginalisation d'un grand nombre de jeunes, coincés entre le chômage et les petits boulots mal payés, sans intérêt? C'est pour apporter quelques bribes de réponses, pour confronter leurs expériences dans le domaine qu'à l'initiative de notre parti se sont réunis Line, directrice de stage d'insertion, Michèle, enseignante en LEP, intervenant sur les stages, Marie-Paule, formatrice dans un centre d'insertion, ainsi que Betty, enseignante en maternelle et Pierre, militant syndical à Thomson-Bagneux, tous deux adhérents au PCML. Le débat est ouvert, nous espérons bien le poursuivre, avec les jeunes cette fois-ci.

Au départ était l'Education nationale qui « laisse » près d'un tiers des jeunes sans le moindre diplôme entre 16 et 18 ans. Situation idéale pour un patronat en quête de main d'œuvre bon marché. « Dans les LEP, certains patrons téléphonent pour avoir les noms de ceux qui n'ont PAS eu leur CAP. »

Les critiques ne sont pas tendres : « J'accepterai de bosser à l'Education nationale si elle change radicalement de pédagogie » dit Marie-Paule; Michèle a, elle aussi, conscience d'être piégée par le système éducatif classique : « On ne règlera réellement les problèmes que si l'on change l'école, que si celle-ci cesse de produire de l'échec ».

Cela dit, cet échec, pour l'instant il existe. Il faut l'assumer, en limiter les dégâts, tout faire pour que les stages d'insertion puis de qualification permettent au maximum de jeunes de le remettre en cause. Comment y parvenir? Les choses ne sont pas simples.

« Même à la mairie, certains employés se demandent pourquoi on dépense autant d'argent pour des gens qui n'en valent pas la peine ». Une certaine incompréhension donc. Sans doute renforcée par les campagnes de la droite sur l'insécurité dont les jeunes sont la



cible favorite, en particulier les jeunes immigrés. « Il y va de la responsabilité des partis, des syndicats, de faire une large information pour ne pas isoler le travail de ceux qui s'occupent de ces stages » souligne Pierre. Mais l'information ne suffit pas. Combien de sections syndicales, de comités d'entreprise travaillent de concert avec les organismes formateurs pour permettre aux jeunes d'effectuer correctement leur partie de stage « à la production »? Trop peu encore.

A la Thomson-Bagneux, un début d'expérience a été tenté. Le CE s'est emparé de la question. Réponse de la direction : « Ce n'est pas la vocation de l'entreprise (sic). Nous n'avons pas les structures d'accueil ». Mais bien sûr, rien n'est fait pour en créer. Et en premier lieu pour former des tuteurs parmi les travailleurs, susceptibles de prendre en charge les jeunes durant leur séjour à l'entreprise. Faute de quoi, les formateurs devront s'en remettre comme aujourd'hui à la trop rare bonne volonté de certains patrons de PME comme ce gérant d'une petite surface qui prend les jeunes « car je sais d'où ils viennent, moi qui ai vécu à leur âge dans une cabane en bois ».

Alors, coincés entre l'échec scolaire et les blocages patronaux, pas facile de s'occuper des stages Rigout. D'autant plus que de nombreux formateurs sont contractuels comme Marie-Paule. « On ne sait pas en juillet si l'on travaillera encore en septembre ». Comment surmonter les difficultés de la tâche, alors que soi-même on n'est pas sûr de son

emploi? Quelles seront les conséquences de la politique d'austérité du gouvernement? Le risque existe de coupes sombres dans ce domaine-là également, dans le droit fil de la réduction des dépenses sociales. Et en tout état de cause, après la mise en place des stages d'insertion, y aura-t-il suffisamment de stages de qualification créés, deuxième étape indispensable si l'on veut que toute l'énergie dépensée serve à quelque chose? Actuellement, un seul stage de qualification pour tout le sud des Hauts-de-Seine fonctionne à Bagneux.

Finalement, compte tenu de tous ces obstacles, les stages ça apporte quoi? Laissons la parole aux principales intéressées pour conclure.

Pour Michèle, militante du PC, la chose est claire : « Cela fait partie d'un ensemble d'efforts que nous voudrions voir accomplir dans le sens d'une meilleure formation professionnelle, d'une meilleure adaptation de la classe ouvrière aux mutations technologiques ». Quant à Marie-Paule, elle conclut : « Est-ce que le gouvernement a créé ces stages pour diminuer le taux de chômage? Possible. A contrario, est-ce que cela va amener un changement au niveau de l'Education nationale? Je ne sais pas. Moi, en fait, je me dis que, lorsque sur 120 jeunes que j'ai vus, j'en ai placé 50 en stages qualifiants, j'ai apporté une bulle d'air à ces 50 là; maintenant, cela sera-t-il suffisant pour les lancer, cela représentera quoi dans leur vie? ». Trop tôt pour conclure, sans doute.

Thomas ZEK



**FEDERATION  
DES MUTILES DU TRAVAIL  
LE DROIT A LA SANTE  
ET A LA VIE**

Plusieurs lecteurs, syndicalistes ou médecins, nous ont conseillé ce « voyage » à la Fédération des mutilés du travail, forte de près d'un demi-million d'adhérents, et trop peu connue des militants. Association au long passé de combats, toujours sur le qui-vive aujourd'hui, elle a étendu ses préoccupations des seuls mutilés du travail à tous les assurés sociaux, invalides civils et leurs ayants droits. L'objectif fondamental de la Fédération des mutilés du travail tient du paradoxe : c'est de perdre sa raison d'exister, de faire en sorte que disparaissent accidents, mutilations et morts causés par le travail, que soient efficacement combattues les maladies professionnelles. Il faut prévenir plutôt que réparer ! Rude entreprise dans cette société de profit où le capital privilégie toujours la productivité et le gain à la sécurité des travailleurs, à leur santé et à leur vie.

Proche du combat syndical, par le passé syndicaliste de ses fondateurs, de bien de ses militants et de ses dirigeants, la Fédération centre son activité sur la revendication et la défense des travailleurs, activité pleinement convergente avec celle des CHS à l'entreprise. Elle a choisi de ne pas s'engager dans la voie gestionnaire. Une préoccupation soulignée par Robert Aurières, secrétaire général-adjoint de la Fédération et secrétaire général du « groupement parisien » : l'engagement relativement faible des jeunes sur ce front militant.

Camille GRANOT



Allégorie du timbre fédéral, à l'origine de la Fédération, qui symbolisait bien la grande misère des mutilés du travail.

**SIGNES DISTINCTIFS**

**Naissance** Créée en 1921, avec l'appui des organisations syndicales, en raison de la discrimination faite aux mutilés du travail (la réparation forfaitaire attribuée par la loi de 1898 n'avait pas été revalorisée!).

**Objectifs** « Regrouper les accidentés du travail et du trajet, puis des invalides civils et assurés sociaux, pour la défense de leurs droits, dans le respect de leurs opinions politiques, philosophiques, religieuses ou de tendance syndicale, dans un esprit d'indépendance à l'égard de tout pouvoir. »

**Organisation** 480 000 adhérents, en majorité mutilés du tra-

vail. Les structures sont le « groupement départemental » (en région parisienne, il regroupe sept départements) et les sections locales.

**Presse** Le *Mutilé du travail*, organe bimestriel destiné aux adhérents, aux organisations syndicales et politiques et aux parlementaires.

**La loi du 4 mai 1950** habilite la Fédération à assister ou à représenter ses adhérents devant les juridictions compétentes de la Sécurité sociale et de la Mutualité sociale agricole.

**Sièges** Le siège national est à St-Etienne (avenue Emile Loubet). Celui du groupement parisien : 106, rue Vieille-du-Temple (III<sup>e</sup>).

**Robert AURIERES**  
*secrétaire général adjoint*  
**répond à nos questions**



■ Les accidents du travail constituent un fléau pour les travailleurs. Quelle en est l'ampleur? Quelles en sont les causes?

Les accidents du travail représentent non seulement un nombre important de blessures graves mais aussi la perte de vies humaines : 1 701 décès en 1980 (tous régimes de Sécurité sociale confondus).

Quelques secteurs sont à « hauts risques » : le bâtiment et travaux publics, la métallurgie, les transports, les pierres et terres à feu. Le personnel « ouvrier » représente 82% des accidents. La fréquence et la gravité des accidents du travail sont plus grandes parmi les travailleurs étrangers, qui ont des difficultés d'adaptation, constituent une main-d'œuvre moins qualifiée dans des secteurs à « hauts risques ». Les travailleurs immigrés paient un lourd tribut aux accidents du travail.

Il ne faut pas tomber dans le piège du patronat qui cherche toujours à faire croire que les accidents du travail sont dus à la fatalité. Beaucoup d'accidents se passent en fin de journée de travail en raison de la fatigue provoquée par le travail à la chaîne ou au rendement. Les accidents de trajet — accidents de deux roues notamment — ont aussi la même cause; ils ne sont pas seulement liés aux embarras de la circulation, surtout quand ils se produisent en fin de journée. Le patronat, quant à lui, refuse toujours de les considérer complètement comme accidents du travail et de garantir l'emploi aux victimes des accidents de trajet pour le travail. (1)

Il faut noter une régression globale des accidents du travail, conséquence de l'accroissement de la prévention. Les organisations syndicales de salariés

et la Fédération des mutilés du travail — représentée au Conseil supérieur de la prévention (2) — ont combattu et combattent pour une application rigoureuse des mesures de sécurité dans l'ensemble du pays. Dans les grosses entreprises, là où existent un Comité d'entreprise, un CHS (Comité d'hygiène et de sécurité), des progrès ont été obtenus. Dans certaines PME par contre, les salariés travaillent toujours dans des conditions épouvantables : pas de sécurité mais aussi absence d'hygiène. Il faut en parler, le rappeler sans cesse... Cela est surtout vrai dans de très petites entreprises de moins de 10 salariés, où il n'y a pas de garanties. Depuis quelques années, il y a eu des progrès par la mise en place du Conseil supérieur de la prévention. Les lois Auroux donnent des garanties complémentaires importantes; c'est une innovation nettement positive dans ce domaine : on peut désormais se permettre d'arrêter une machine qui représente un danger; il y a un droit d'expression sur les conditions de travail. (3)

Quels sont les chiffres qui montrent cette régression? Par exemple, de 1979 à 1980, il y a eu 0,9% de salariés supplémentaires (comptabilisés dans le régime général de la Sécurité sociale, le plus nombreux); or, les accidents du travail déclarés ont régressé de 0,8% et les décès par cause du travail ont diminué de 4,1%. En chiffres absolus, cela fait beaucoup, beaucoup trop encore : 1 423 décès, 101 800 accidents du travail avec incapacité permanente (dans le régime général Sécurité sociale).

Un phénomène nouveau nous préoccupe : il y a diminution des maladies professionnelles mais leur gravité augmente et l'on observe un accroissement des décès par maladies professionnelles (44 en 1980 contre 36 en 1979). Dans le passé, la maladie professionnelle, c'était surtout la silicose et elle con-

tinue de faire mal car cette maladie avance inexorablement; ainsi sur 199 décès survenus après l'attribution de rentes pour invalidité liée à la maladie professionnelle, 152 ont été causés par la silicose. Aujourd'hui, il y a d'autres fléaux provoqués par de nouveaux produits toxiques — dans la chimie par exemple — cancers, benzolismes, hépatites virales et aussi surdités, gales du ciment, etc., etc.

■ Face à cette situation d'ensemble, quels sont les objectifs prioritaires de la Fédération?

Bien sûr, l'un de nos objectifs c'est la réparation de l'accident, une fois survenu, et l'amélioration de cette réparation. Mais notre rôle ne se borne pas à cela. Nous consacrons une grosse part de notre activité à améliorer la prévention. Notre objectif n'est pas d'augmenter notre potentiel d'adhérents, au contraire. Lors de nos réunions, nous disons bien souvent : « Si nous réussissions à faire disparaître complètement les maladies professionnelles et les accidents du travail et que notre Fédération disparaisse, il nous faudrait créer la Fédération des anciens adhérents de notre Fédération... tant l'esprit de camaraderie et de fraternité nous unit... » C'est une boutade qui montre bien quel est notre but.

Malheureusement, les accidents du travail existent et existeront malgré les mesures de prévention. Nous voulons en diminuer le nombre, la gravité et les conséquences.

Quelles sont nos revendications? Au niveau prévention, nous demandons le renforcement des mesures de prévention des accidents et l'amélioration des conditions de travail; l'aug-



■ Quels sont vos moyens d'action ?

Notre action est à la fois juridique et revendicative. Ainsi, des adhérents viennent ici dans plusieurs cas, pour un litige avec la Sécurité sociale pour un problème de prise en charge, pour un accident contesté, pour un refus de prise en charge en cas de rechute, pour un litige concernant le calcul de l'indemnité journalière. Souvent, en cas d'incapacité de travail, il y a litige sur le taux de la rente ou sur le groupe d'invalidité, l'adhérent vient demander notre avis. En matière médicale, nous ne sommes pas compétents et demandons l'avis d'un médecin-conseil, qui n'est pas salarié de la Fédération. De même, quand nous représentons un adhérent devant la Commission des contentieux de la Sécurité sociale, en région parisienne où il y a multiplicité des tribunaux, nous utilisons les services d'avocats non-rémunérés par nous-mêmes. Ces avocats sont rétribués par les adhérents à des tarifs très peu élevés.

Autrement dit, nous ne sommes pas des gestionnaires. Nous ne gérons pas de centres de rééducation ni d'ateliers protégés ni de centres d'aide au travail. Nous sommes en tête de ligne, aux côtés des organisations syndicales, dans l'action revendicative, pour défendre la Sécurité sociale par exemple. Nous sommes en rapport constant avec les conseils techniques des ministères

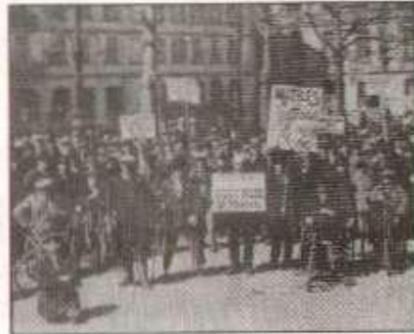
mentation du nombre des inspecteurs et des contrôleurs du travail et le développement de leurs moyens d'action (surveillance des règles d'hygiène et de sécurité, formation à la sécurité); le perfectionnement des moyens de sécurité existants, la publication de textes les précisant là où cela n'est pas fait et l'affichage des règles de protection sur les machines. Nous demandons également la révision de la tarification dans les branches à hauts risques, notamment le bâtiment, afin d'inciter les entreprises à améliorer la prévention. Il faut enfin mener et poursuivre des campagnes d'information sur la prévention des accidents du travail.

Dans le domaine de la réparation, nous demandons la réparation complète des conséquences de l'accident, c'est-à-dire le paiement intégral du salaire pendant l'arrêt de travail et l'attribution d'une rente égale à la fraction du salaire correspondant au taux d'incapacité, et dans l'immédiat l'extension à tous les salariés, à savoir l'attribution d'indemnités journalières égales à la perte de salaire et leur revalorisation périodique et automatique. Nous demandons également l'extension aux accidents de trajet des dispositions de la loi de 1981 relative à la protection de l'emploi.



—Santé, Travail, Affaires sociales, Agriculture, Fonction publique— et accompagnons nos revendications de notes et de documents précis. Nous

nous plaignons de ne pouvoir nous exprimer à la télévision, car notre journal ne touche que nos adhérents, les



Célèbre manifestation des mutilés du travail en 1929 à St Etienne

personnalités politiques et syndicales et les parlementaires. Dans les radios locales et les télévisions régionales, nous parvenons plus à nous exprimer.

Depuis le 10 mai, nous avons eu des déceptions mais il y a des choses positives. Les allocations minimales ont été réévaluées : allocations aux handicapés, minimum vieillesse, retraite à 60 ans... Nous avons été déçus par le forfait hospitalier de 20,00F bien qu'il soit en partie compensé par la suppression de l'abattement sur les indemnités journalières. Nous n'oublions pas qu'il n'y a pas eu la revalorisation nécessaire des indemnités journalières. Reste que, de notre point de vue, les mesures positives l'emportent sur les mesures négatives. Des mesures positives ont été prises pour les plus défavorisés...

Des choses ont été faites, mais beaucoup reste à faire, notamment dans le domaine de l'insertion professionnelle des handicapés, à laquelle nous travaillons dans le cadre des COTOREP. En ce domaine, il y a des insuffisances : 40% des handicapés seulement peuvent en bénéficier, il y a une mauvaise répartition géographique des Centres de rééducation professionnelle.

- (1) L'argumentation du patronat s'appuie sur le fait que sa cotisation pour les accidents de trajet est forfaitaire et non proportionnelle aux risques et à la gravité de l'accident comme pour les autres types d'accidents.
- (2) Le secrétaire général de la Fédération des mutilés du travail est membre de ce Conseil (section industries et commerce); son secrétaire général adjoint participe à la section agriculture.
- (3) Cf. *Travailleurs* n°3 sur « Les droits des travailleurs » : le droit à la santé et à la vie (p. 27).
- (4) Les maladies professionnelles pour être prises en charges doivent être « inscrites au tableau »; le produit ou les composants du produit manipulé causant la maladie doivent être « inscrits au tableau » également.

● ACCORD ISRAËL-LIBAN : ET MAINTENANT ?

Quel que soit le contenu de l'accord israëlo-libanais — dont on ignore d'ailleurs les clauses exactes — un accord qui n'a obtenu l'approbation que de deux des parties en présence (Israël-Liban) sur quatre (Palestiniens-Syrie) est forcément mauvais, car inapplicable.

En effet, la situation sur le terrain n'a pas évolué d'un iota dans le sens d'un retrait des troupes étrangères du Liban. Et l'on peut même se demander si l'on n'avance pas de plus en plus sûrement vers un démantèlement du Liban entre Israéliens et Syriens, à défaut d'une nouvelle guerre.

Mais, il faut croire que c'est tout ce que les USA ont trouvé pour renforcer leur main-mise dans la région. Le peuple libanais dans tout ça...

● CHINE-FRANCE : LE COURANT EST PASSÉ

Outre des accords de coopération industrielle, la visite de F. Mitterrand en Chine aura permis une amélioration des relations. Toutes deux confrontées, même différemment, aux deux supergrands, la France et la Chine sont attachées à l'Europe : « La Chine...apprécie hautement les efforts soutenus du gouvernement français pour la promotion de l'union en Europe » a dit Zhao Ziyang. Ce à quoi F. Mitterrand a répondu : « La France et la Chine ont des points de vue identiques quant aux problèmes tels que la préservation de la paix mondiale. Nos deux pays refusent d'accepter le pouvoir arbitraire d'un pays ou d'un peuple sur un autre. » Ce n'est pas une question mineure!

Sur des questions litigieuses comme celle du Cambodge, le gouvernement français a redressé la barre après les propos de Cheysson qui constituaient une quasi-justification de l'occupation vietnamienne du Cambodge. A Zhao Ziyang qui affirmait : « La clé de la solution des problèmes afghan et kampuchéan, c'est que les troupes étrangères se retirent immédiatement et inconditionnellement dans leur

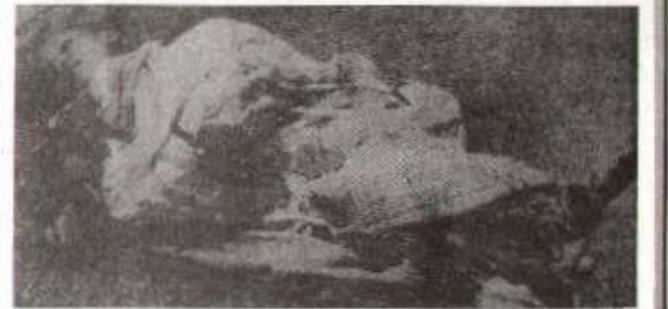
LE MONDE EN BREF

● AFRIQUE DU SUD : CE NE SONT QUE DES ENFANTS... NOIRS

48 heures après l'attentat contre le quartier général de l'armée de l'air sud-africaine à Prétoria, revendiqué par l'aile militaire de l'ANC, le pouvoir blanc a envoyé ses chasseurs bombardier le Mozambique voisin, sous prétexte de détruire un poste de commandement de l'ANC. Bilan : 6 morts et 30 blessés, tous des civils mozambicains. En fait, contrairement à la propagande sud-africaine, l'ANC ne dispose pas de base militaire importante au Mozambique; et seule la férocité d'un régime, furieux d'avoir été attaqué dans sa capitale même, explique ce raid de représailles.

Pendant ce temps, la politique de refoulement des populations noires vers les bantoustans se poursuit, et aujourd'hui 30 000 enfants noirs sont menacés de mort à cause de la sécheresse qui sévit depuis deux ans dans ces terres désertifiées, que le gouvernement raciste abandonne à leur sort. Faut-il préciser que les enfants blancs se portent bien, eux ?

Et comment, dans ces conditions, ne pas comprendre les attentats violents qui se multiplient à l'initiative de jeunes noirs, durement réprimés en 1976, au moment de la révolte de Soweto? Ce qu'un dirigeant de bantoustan (pourtant mis en place par le système d'apartheid) exprime en ces termes : « Quand on voit ses enfants mourir de faim et de soif, cela peut déclencher quelque chose que ni les Noirs ni les politiciens blancs ne seront plus en mesure de contrôler. »



Aida Ribeiro, une enfant de six ans, tuée lors du raid sud-africain sur Maputo.

● POLOGNE : DES DIZAINES DE MILLIERS DANS LA RUE

Tandis que plusieurs dizaines de milliers de personnes (la plus importante manifestation depuis le coup d'Etat, selon certains) assistaient à l'enterrement du jeune lycéen polonais, mort après un violent passage à tabac dans un commissariat à Varsovie, le vice-premier ministre Rakowski, dont on dit qu'il serait mis en cause par Moscou pour manque de fermeté, a tenu à « rassurer » sur les intentions du gouvernement polonais. Dans une interview, il a déclaré : « La Pologne doit avoir la garantie de pouvoir poursuivre son développement sans manifestations et sans grèves. En d'autres termes, nous n'avons pas l'intention, en ce moment, de revenir à la situation d'avant le 13 décembre 1981. » Il y a décidément une chose que ce type de personnage a du mal à comprendre : quand la coupe est pleine, grèves et manifestations se déclenchent, avec ou sans autorisation.

● NOUVELLE-CALÉDONIE : LE FLOU...

Après le meurtre d'un militant indépendantiste kanak du PALIKA, le 11 mai, par le gardien d'un magasin appartenant à un Blanc et après les grandes manifestations qui opposèrent le même jour, à Nouméa, les partisans du RPR local, Blancs pour la plupart, et ceux du Front indépendantiste kanak, le discours de M. Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, était très attendu.

Reconnaissant le droit à l'autodétermination, le représentant du gouvernement précisait, le 20 mai à Nouméa : « Quand je dis

que l'avenir du territoire sera l'affaire de tous les habitants, j'entends les véritables habitants et non ceux qui y sont de passage pour une mission temporaire (...) La France n'exclut aucune hypothèse, y compris l'indépendance. Mais le gouvernement de la République, sachez-le, ne prendra pas la décision à votre place. Si la Nouvelle-Calédonie choisit un jour d'entrer dans le concert des nations, c'est parce que les Calédoniens eux-mêmes l'auront décidé et non parce que le gouvernement l'aura arrêté. »

Un discours qui a plu aussi bien à la droite qu'aux centristes européens. Le député RPR Laffleur a dit : « C'est un excellent discours... Il n'y a pas de lé-

gitimité prioritaire en Nouvelle-Calédonie. » Et les centristes de la FNCS : « Nous sommes très satisfaits; c'est une ouverture qui n'exclut aucune possibilité. »

Par contre, le porte-parole du Front indépendantiste, Eloi Machoro a été sévère : « Le Front indépendantiste prend acte du discours de Georges Lemoine. Il n'a été fait que pour apaiser la population dans son ensemble. Il nie catégoriquement le fait colonial, pourtant source indiscutable de la situation actuelle. Le discours cultive l'ambiguïté et n'offre aucune garantie sur le futur en méconnaissant le droit inaliénable du peuple kanak à recouvrer sa souveraineté. »

Claude LIRIA

# CHILI

## Pinochet, c'est la crise

Le 11 mai, le Chili connaissait sa plus importante manifestation de «protestation civile», à l'appel de la Confédération des syndicats des mineurs du cuivre. Malgré l'intensité de la répression (deux morts par balles, des centaines d'arrestations, la réouverture des stades) il semble que le mécontentement gagne toutes les couches sociales, y compris dans la bourgeoisie, et que la base d'appui du régime s'effrite.

Il faut dire que le «modèle» chilien est en pleine crise : l'ultra-libéralisme économique de Pinochet a livré le pays aux capitaux étrangers, entraînant la faillite des industries nationales, le chômage, l'appauvrissement, mais aussi le réveil du mouvement populaire, comme le montre ce compte-rendu de voyage réalisé par un de nos lecteurs, rentré du Chili depuis peu.

Claude LIRIA

Le «modèle chilien» (baptisé ainsi par les milieux d'affaires et la junte au pouvoir), c'est-à-dire l'application des thèses néo-libérales des «chicago-boys» disciples de Milton Friedman, est mis à mal aujourd'hui.

Si la libre-entreprise était le cheval de bataille de ce «modèle», il faut bien constater que la jungle ainsi créée allait affecter les plus démunis.

### LE «LABORATOIRE» CHILIEN

Depuis 1975, les crédits affluaient, l'argent fortement rémunéré venait se déposer dans les banques rendues au privé. Se plaçant dans un créneau international précis (produits bruts et semi-transformés), le Chili devait en payer le prix, c'est-à-dire la disparition, en partie ou en totalité, de tous les autres secteurs de l'économie non concernés par ce créneau. La bourgeoisie nationale, privée de ses sources traditionnelles de revenus, se recycla dans la spéculation financière. La petite entreprise se développa dans les espaces laissés libres, grâce aux nombreux crédits obtenus à bas taux.

La consommation s'était développée certes, et les magasins de produits somptueux se multipliaient. Mais devenu un marché ouvert à tous vents, le Chili voyait se développer la concurrence effrénée des firmes internationales, il devenait un ring de la guerre concurrentielle des puissances impérialistes (USA, Japon, CEE : RFA et France surtout). Les compagnies importatrices, favorisées par un taux fixe de change avec le dollar, devinrent le secteur le plus actif de l'économie; le parc automobile désuet se renouvela

vite; les téléviseurs emplirent de leurs couleurs les cabanes des *poblaciones*; montres à cristaux liquides et vêtements qui affichaient comme label de qualité «*importado*», disparaissaient vite des étalages.

Mais le néo-libéralisme, c'est aussi et surtout pour le peuple un contrôle rigoureux des salaires et une sévère répression syndicale et politique. Durant ces années, le «laboratoire» chilien se créa du chômage et de la misère. On estime aujourd'hui le nombre de chômeurs à 30% de la population active, y compris les 5% du Plan d'emploi minimum, occupés à des travaux d'entretien des routes pour des salaires de misère. Un habitant sur six touche un salaire mensuel de 140.000 francs. Environ un million de Chiliens (sur 11,3 millions d'habitants) ont gagné les pays étrangers, certains pour des raisons politiques mais beaucoup aussi à cause des difficultés économiques. Le système liquidant l'industrie nationale (recul de 21,9% de la production industrielle) et privilégiant le tertiaire, on constate que le chômage touche deux fois et demi plus les ouvriers que les travailleurs des autres secteurs. L'année 82 détient tous les records de faillites des grandes entreprises : plus de 1 000 dans l'automobile, la chaussure, la mécanique. Fait significatif, la compagnie aérienne nationale *Lan Chile* vient de suspendre toutes ses destinations extérieures. Aujourd'hui, la crise touche des couches de population de plus en plus larges. Et si le slogan publicitaire «*ud quiere comprar y Renault quiere vender*» (vous désirez acheter, Renault désire vendre) a eu du succès, l'automobile voit son mar-

ché pourtant privilégié, se rétrécir car la petite-bourgeoisie et des pans de la moyenne sont à leur tour happés par la crise.

Dans les secteurs les plus pauvres, il n'est plus question de penser acheter quoi que ce soit d'autre que l'essentielle nourriture, et encore. La faim fait son apparition au bord même des villes et la malnutrition est généralisée. Dans les *poblaciones* (bidonvilles), les camions viennent reprendre téléviseurs et vélos qu'ils étaient venus livrer auparavant...

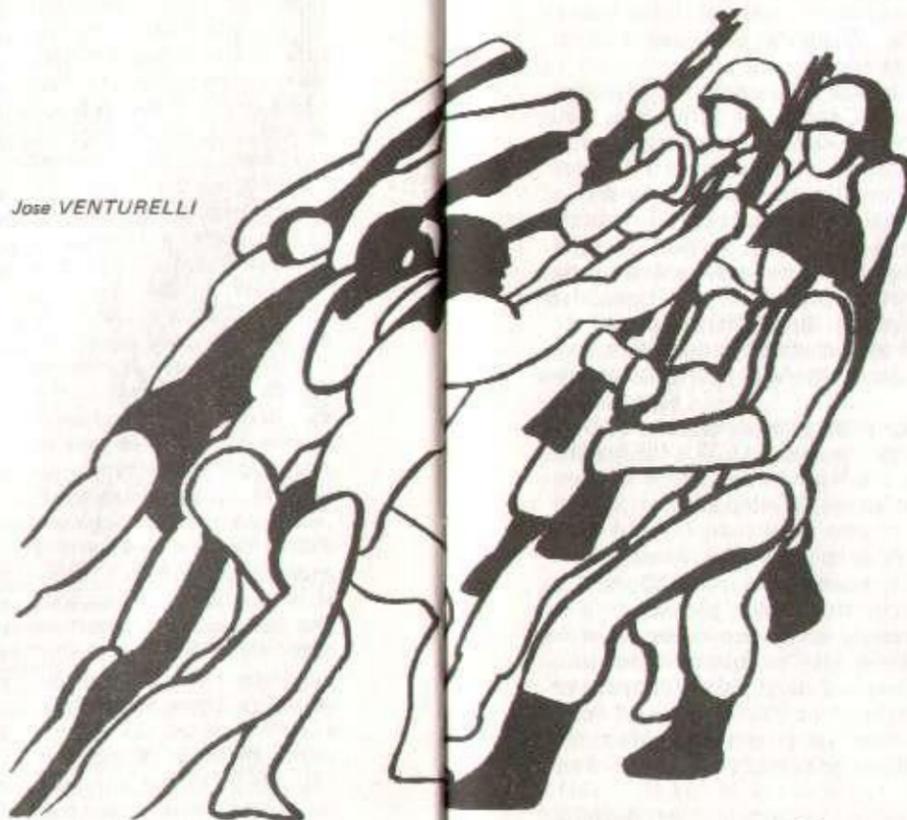
### LE SYSTEME BANCAIRE

Le Chili vit sa crise économique la plus grave du siècle; le système bancaire, clé de voûte de l'économie chilienne, est aujourd'hui en faillite. Fin janvier, le pays faisait savoir qu'il ne pourrait rembourser le principal de ses dettes venues à échéance et a demandé le rééchelonnement de celles-ci pour une valeur de 3,5 milliards de dollars, ainsi

que l'octroi d'un prêt supplémentaire de un milliard, après avoir déjà obtenu du FMI, début janvier, l'autorisation de crédits de 865 millions de dollars. Déclaré en banqueroute, l'Etat dut, sous les injonctions du FMI et en parfaite contradiction avec l'idéal néo-libéral, prendre en main le secteur bancaire. C'est ainsi qu'environ 70% de ce secteur se retrouve sous tutelle étatique. La dette extérieure de 18 milliards de dollars est la plus forte au monde par habitant, et les 2/3 ont été contractés par des entreprises privées. Les crédits multiples qui avaient permis le démarrage de la consommation avaient été établis sur un taux fixe du peso avec le dollar, à peu près 40 pour 1. Ces crédits doivent à présent être remboursés à un taux de plus de 75 pour 1, un décrochage d'avec le dollar étant intervenu à la mi-82 pour éviter l'asphyxie économique!

Répercussions intérieures : le gouvernement a exigé le remboursement immédiat de toutes les dettes. C'est notamment cela qui a provoqué les émeutes de Temuco dans le sud en novembre. Cette crise donne au pouvoir le loisir de faire pression sur les salaires : ceux-ci ont été ramenés à leur niveau de 1979, soit une réduction de 15 à 20%.

Christophe PERLOT



Jose VENTURELLI

## LA PEUR COMMENCE A REFLUER

Le mouvement populaire contre le chômage endémique, contre la dégradation des conditions de vie, contre un appauvrissement qui touche même les couches moyennes, va de plus en plus se porter dans la rue. Malgré la répression, des «marches de faim» parties des *poblaciones* périphériques se rejoignent au cœur des grandes villes.

Le 2 décembre 1982, à l'appel de la Coordination nationale syndicale (CNS), une manifestation avait lieu au centre de la capitale. Le 15 décembre, aux cris de «pain, travail, justice et liberté», des manifestants par milliers, à l'appel des partis de gauche et des syndicats non gouvernementaux, se rassemblèrent à Santiago, à Valparaíso et Concepcion; plusieurs centaines de personnes furent arrêtées. Le 22 janvier, pour l'anniversaire de la mort de Frei, la démocratie-chrétienne organisa aussi une manifestation qui donna lieu à des bagarres avec la police. Le 24 mars, une manifestation préparée par la CNS et la Coordination des *pobladores* (habitants des bidonvilles) réunit des milliers de personnes, à Santiago, malgré plus de mille arrestations préventives.

Les grèves qui se sont déroulées en novembre-décembre à l'Université catholique de Santiago à la suite du viol d'une militante syndicale étudiante par des agents de la CNI (police politique, qui a pris le relais de l'ancienne DINA) indiquent que les étudiants sont à bout. Le climat de tension entretenu par les indicateurs et les vigiles sur les campus n'empêche pas les étudiants de manifester contre la cherté des études, contre les programmes très «utilitaires» (les matières non-rentables sont supprimées; la Faculté d'art est fermée depuis un an; le système éducatif a été «décentralisé» dans les mairies; certains secteurs sont déjà devenus de la responsabilité des entreprises privées).

Le système économique et politique provoque à l'intérieur même de la bourgeoisie des oppositions avec la junte. Celle-ci a organisé le coup d'Etat au nom de la souveraineté du pays et de son indépendance, mais ce qu'elle réalise est en parfaite contradiction avec les thèses qui légitimèrent cette action aux yeux de la bourgeoisie.

C'est ainsi, par exemple, que l'ancien commandant en chef des forces aériennes, le très connu général Leigh appelé, le 4 février de Buenos-Aires, à la constitution d'un Front commun pour la reconstruction démocratique du Chili. Témoin aussi, la présence du Parti national (extrême-droite) aux côtés de forces de gauche dans le rassemblement anti-junte baptisé «*Multipartite*», ou encore cette initiative de dirigeants de l'extrême-droite pour la construction de Comités de défense de la production nationale.

Ces dernières années, la répression a étendu son champ d'action privilégié, et la démocratie-chrétienne a eu à en souffrir sérieusement. Seuls désormais des secteurs bien étroits de la bourgeoisie profitent réellement du régime.

Les *poblaciones* qui sont un lieu traditionnel d'implantation des partis de gauche, PC et MIR, ainsi que des zones d'activités des missions catholiques étrangères, sont, elles, quadrillées systématiquement par des patrouilles de flics qui font la chasse aux rassemblements. Mais la peur commence à refluer comme en témoignent ces cas où les flics sont visés à coups de pierres par la population en colère.

Face à la junte, le mouvement populaire se réorganise, principalement autour des initiatives syndicales; notons le travail de la CNS qui tente de rassembler les syndicats que la loi restreint au niveau des branches. Le PS est très divisé et la démocratie-chrétienne plus ou moins discréditée. Le PC qui, depuis 80, a adopté une nouvelle ligne prônant même la lutte armée, a fait alliance avec le MIR, tandis que le rétrécissement du champ politique profitait à l'église catholique comme secteur de pression sociale.

Seulement, la situation politique aujourd'hui au Chili ne peut être analysée en transposant celle d'avant le coup d'Etat. 10 ans de dictature modifient les rapports sociaux. Des secteurs non négligeables du peuple, s'ils sont contre la junte, ne sont pas prêts pour autant à rejoindre la gauche.

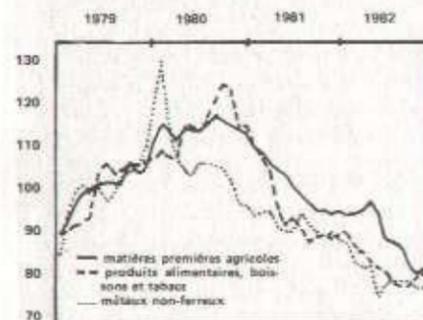
La création récente de la *Multipartite* qui regroupe de la droite (Parti national, démocratie-chrétienne) à la gauche (social-démocratie, radicaux, socialistes marxistes) veut prendre en compte cette situation et unir sur un front très large.

On assiste, depuis 1980, à une chute très importante des cours mondiaux des matières premières agricoles et minières (voir le tableau concernant les principaux minerais).

Ainsi, le sucre est passé de 40 cents la livre à 6 cents fin 1982, le cuivre est passé de 160 à 66 cents la livre, l'aluminium de 950 dollars à 620 dollars la tonne, etc.

Comme le montre le graphique publié par la Kriedietbank (Bruxelles) en avril 83, les cours des matières premières

EVOLUTION DE L'INDICE HWWA DES MATIERES PREMIERES (Fondé sur le dollar)



HWWA (RFA) : il existe différents indices variant selon la pondération des matières premières.

res — hormis les matières premières énergétiques — se retrouvent à des indices inférieurs à ceux de 1979. Selon Philippe Chalmin (dans un article du *Monde diplomatique* de mai 1983), les prix mondiaux des matières premières se trouvaient, fin 1982, en valeur réelle, à leur niveau le plus bas depuis 30 ans. Quant au prix du pétrole, après avoir stagné autour de 36 dollars le baril (prix moyen OPEP), il est redescendu à 34 dollars le baril, baisse qui risque fort de se poursuivre.

DE LOURDES CONSEQUENCES POUR LES PAYS DU TIERS MONDE

Bien sûr, ce sont les pays en voie de développement qui se trouvent les premiers touchés par la chute des cours des matières premières. Bon nombre d'entre eux sont en effet encore très dépendants sur le plan économique de leurs exportations de matières premières. D'une double façon : parce qu'ils exportent encore essentiellement des matières premières, et parce qu'ils sont, pour certains, dépendants d'un ou deux produits : café, cacao, soja,

RENFORCEMENT DU PILLAGE IMPERIALISTE

sucre pour le Brésil; café, cacao, sucre pour la Côte-d'Ivoire; cuivre pour le Chili, la Zambie; cuivre et cobalt pour le Zaïre, pour ne citer que quelques exemples (cf. le tableau montrant le taux de dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières). La chute des cours mondiaux entraîne par conséquent pour ces pays une diminution importante de leurs recettes d'exportation accompagnée bien souvent par une crise de surproduction des produits de base. Ainsi, les efforts de développement importants qu'avaient consentis certains pays dans la décennie précédente, avec la mise en place de projets nécessitant de gros investissements, se trouvent mis en péril (c'est le cas au Zaïre, au Pérou, au Maroc, et plus récemment au Nigéria et au Mexique).

L'EXPORTATION DE LA CRISE VERS LE TIERS MONDE

L'une des causes de cette crise des matières premières réside dans la récession économique mondiale, la demande des pays industrialisés tendant à diminuer (c'est le cas des minerais comme l'aluminium ou le cuivre, ou celui du pétrole). Dans le même temps d'ailleurs, les prix à l'exportation des produits manufacturés des pays développés vers le Tiers Monde tendent à augmenter sous l'effet de l'inflation, de la domination du dollar sur le marché mondial. Cette baisse de la demande est aggravée par le fait que les pays exportateurs de matières premières avaient développé leur production dans les années 70-75 dans une perspective de croissance de la demande.

L'exigence formulée de multiples reprises par les pays producteurs de stabiliser les prix mondiaux des matières premières par la signature d'accords sur les produits de base et la création d'un Fonds commun destiné à gérer

TAUX DE DÉPENDANCE DE CERTAINS PAYS A L'EGARD DES EXPORTATIONS DE MATIERES PREMIERES

Chili .....	61,2%
Colombie .....	72,2%
Pérou .....	56,3%
Côte-d'Ivoire .....	74,5%
Zaïre .....	67,0%
Zambie .....	93,1%
Malaisie .....	50,7%

Source : Banque Mondiale (1977-79) pétrole exclu

les stocks s'est toujours heurtée au refus des puissances impérialistes d'accepter des contraintes sur les marchés. Elles préfèrent passer des accords bilatéraux, s'assurant ainsi des marchés « bien à elles ».

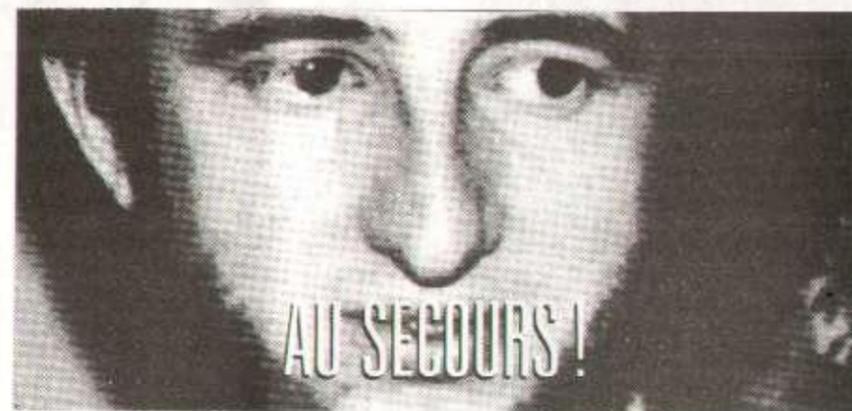
Ainsi, la création du Fonds commun de Genève, en 1980, avec 400 millions de dollars ne peut permettre de stabiliser les marchés : il a déjà fallu 300 millions de dollars pour tenter de stabiliser (sans succès) les cours du cacao! Le STABEX, système de stabilisation pour les échanges entre la CEE et les pays ACP (d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) n'avait en 1977 couvert que 1% du déficit courant des Etats ACP pour cette année-là!

Les prochaines échéances internationales : la sixième CNUCED (conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) qui se tient en juin à Belgrade, l'accord entre la CEE et les pays ACP, en septembre 83, ne manqueront pas d'aborder la question des matières premières : il ne fait pas de doute que ce sera, avec le problème de l'endettement des pays du Tiers Monde et l'accès des pays en développement aux marchés occidentaux pour les produits manufacturés, les enjeux principaux de ces conférences.

Christian LAPLACE



LES MEDECINS SERAIENT-ILS DES TEMOINS INDESIRABLES ?



Carte postale éditée par Aide médicale internationale, Médecins sans frontières et Médecins du monde pour exiger la libération du Dr Augoyard.

L'opinion publique a été largement informée de l'arrestation le 13 février, en Afghanistan, du Docteur Philippe Augoyard, ainsi que de ses « aveux » télévisés (1). Elle a largement répondu à la campagne pour sa libération et pour le droit de soigner les populations victimes d'une guerre civile ou d'une invasion étrangère.

Mais le « cas » Augoyard n'est pas un cas d'espèce. Son arrestation n'est pas due au hasard, mais à une volonté politique délibérée des autorités soviéto-afghanes. En témoignent d'ailleurs une série d'autres événements :

— fin octobre 81, l'hôpital de Jaghori, dans lequel travaillent depuis quelques mois des équipes de « Médecins sans frontières », est attaqué deux fois par des hélicoptères, et entièrement détruit. Aucune autre maison du village n'a été détruite.

— le 5 novembre 81, dans la vallée du Panshir, même scénario. La cible : un hôpital d'« Assistance médicale internationale ». Le lendemain, c'est un dispensaire dans le Nangahar qui est détruit.

— en mars 82, un hôpital de l'AMI, recouvert d'une grande croix rouge, est à nouveau bombardé. Lors d'une attaque gouvernementale, les soldats demandent où sont les médecins français.

— en mai 82, des tracts sont lancés dans certaines vallées, taxant les femmes médecins et les infirmières de « putains françaises ».

« On » essaie, en vain, de faire naître un sentiment anti-occidental dans la vallée.

Quels sont les buts recherchés par ces actions?

Le travail des équipes de médecins, de MSF, MDM et AMI, a permis la mise en place d'hôpitaux, d'équipes médicales, de dispensaires, suppléant à la disparition de l'infrastructure médicale à cause de la guerre. La présence de ces médecins apporte aux populations civiles des zones non contrôlées par le gouvernement un moyen supplémentaire de survie, en maintenant leur indépendance par rapport à ce gouvernement.

S'attaquer aux missions médicales, françaises en particulier, c'est contribuer à amener peu à peu les populations civiles de ces zones à choisir soit le départ vers les grandes villes comme Kaboul, plus aisément contrôlables, soit l'exode vers les camps de réfugiés du Pakistan.

C'est, par voie de conséquence, contribuer à supprimer les bases d'appui de la résistance : « Attraper les poissons en asséchant le lac... ».

D'autre part, la présence de médecins français sur le terrain gêne considérablement les occupants. Leurs témoignages, non pas auprès d'offices d'espionnage, mais auprès de l'opinion publique, ont contribué à rompre le silence sur la réalité de trois ans de guerre pour le peuple afghan.

Les nombreux témoignages de médecins qui se sont succédés devant le Tribunal permanent des peuples en décembre, ont apporté des preuves irréfutables de mauvais traitements des populations, de massacres, d'incendies de récoltes, d'engagement croissant des Soviétiques, et de leurs revers.

Ces observations extérieures dérangeant. La réponse des autorités soviétiques et de Kaboul au Tribunal permanent des peuples n'a pas tardé : à peine un mois après celui-ci, Philippe Augoyard était arrêté.

Exiger sa libération est un impératif urgent. La révision des conventions de Genève permettant une protection réelle des médecins serait une réponse permanente.



Hôpital Médecins Sans Frontières de Jaghori (Hazaradjat). Photo M.S.F.



(1) Prétendus « aveux » d'activités de renseignements au bénéfice de la prétendue « agence de renseignements et d'espionnage » BIA. Or, le Bureau international Afghanistan (BIA) n'est pas un repaire de super-espions, mais un organisme mis sur pied par des mouvements de solidarité européens avec la résistance afghane, chargé de collecter et de diffuser des informations sur l'Afghanistan, de favoriser les contacts entre les autorités gouvernementales, parlementaires, l'opinion publique, et la résistance afghane. Le BIA a été chargé d'instruire le dossier de la session du Tribunal permanent des peuples sur l'Afghanistan (voir *Travailleurs* n°5).

Philippe RIJSEL



# LE FOND DU DÉBAT

mondial de la paix dans les années 50, des millions de personnes. Elle est par contre le résultat de l'évolution de la situation internationale, de la situation en Europe et plus particulièrement de l'évolution de l'URSS.

## L'URSS : LE POINT DE PARTAGE

Les associations pour la paix, se situent en gros dans deux types d'analyse de la situation internationale :

— soit l'analyse des « deux camps » : le camp progressiste dans lequel se situe l'URSS et le camp réactionnaire où se trouvent les USA (les « deux blocs »);

— soit dans le rejet de cette « bipolarité », de ce « partage du monde » en deux blocs, issu ou non de Yalta.

Les associations qui implicitement situent leur démarche dans le cadre des deux camps, ignorent le Tiers Monde qu'elles rattachent à l'un ou l'autre camp en fonction de critères (accords militaires, commerciaux, régimes progressistes ou réactionnaires) susceptibles d'interprétations très diverses. Ces associations font leur les arguments de « l'équilibre des forces » entre les deux camps comme seul moyen de maintenir la paix, toute remise en cause de cet équilibre, par exemple par l'introduction des Pershing, est un facteur de guerre.

Cette logique est celle de l'URSS et des USA qui, eux, prétendent que le déséquilibre est à leurs dépens. Si des associations choisissent d'appuyer le raisonnement de l'URSS plutôt que celui des USA, c'est parce qu'elles considèrent que l'URSS est « un facteur de paix », « l'ami des peuples », « le rempart contre l'impérialisme » ou au pire, bien que « dégénéré », comme moins mauvais que les USA, même si elles n'osent plus dire tout cela ouvertement.

Car c'est bien sur la question de l'évolution et de la nature de l'URSS que le vaste mouvement pacifiste des années 50 a éclaté en mille morceaux dans les années 60-70.

## SE DÉGAGER DE LA LOGIQUE DES DEUX BLOCS

Le changement d'appréciation de la nature de l'URSS, qualifiée couramment depuis quelques années de « puissance comme les USA » a entraîné la remise en cause des blocs et a dégagé l'idée que c'était leur existence-même qui conduisait aux conflits.

Même si cela reste très vague, confusément exprimé, le mouvement pacifiste européen dans ses manifestations les plus grandes s'installe dans cette nouvelle logique : se dégager de l'emprise des blocs, ne plus permettre que l'Europe soit le champ de bataille d'intérêts contraires à ceux des pays européens.

Dans ce cadre-là, les perspectives de mobilisation, d'alliances sont immenses : avec tous ceux qui veulent faire respecter la Charte de l'ONU, les droits de l'homme, avancer dans le développement, dans la réduction des inégalités Nord-Sud, dans le respect des indépendances, etc.

A contrario, les perspectives de ceux qui se basent sur les « deux blocs » apparaissent beaucoup plus restreintes, les empêchent de voir l'évolution du monde, de comprendre le désir d'indépendance et de sécurité du Tiers Monde et des Européens, car quoi qu'on fasse, elles n'aboutissent qu'à une seule chose : le soutien à l'URSS, dont ces associations ne parlent plus de peur de voir leurs rangs désertés.

Aussi, c'est bien la question de la nature de l'URSS qui est en filigrane dans les débats sur le désarmement en Europe et dans le monde : ou l'URSS est bien un grand pays socialiste, et dans ce cas on le soutient ouvertement clairement et on condamne aussi clairement les 80 pays du non-alignement; ou l'URSS est une superpuissance et dans ce cas rien ne doit empêcher de la traiter comme les Etats-Unis, pas plus, mais pas moins.

Estelle DELMAS

# POUR LE DESARMEMENT



Le 7 mai à Paris, se sont tenus les « Etats généraux pour le désarmement » de la région parisienne. Pour aboutir, la lutte pour la paix ne doit être la propriété de quiconque, le succès de ce rassemblement l'a prouvé : ce sont en effet plus de 500 personnalités et de nombreuses organisations d'horizons très divers, sur l'initiative du Mouvement de la Paix, qui appelaient à ce rassemblement parisien. Dans toute la France de tels rassemblements sont ou seront organisés, pour déboucher, à la fin de l'année 83, sur des Etats généraux nationaux.

De très nombreux points de vue se sont, en effet, exprimés tout au long de cette journée dans les quatre carrefours de discussion. Les angles d'approches et les analyses sont bien souvent différents, et contradictoires : approches différentes des rôles respectifs des USA et de l'URSS, de la politique du gouvernement français, du rôle des armes nucléaires françaises, de la voie à prendre pour obtenir le désarmement. La question du nucléaire civil a été également posée.

Mais en même temps, des idées fortes se sont dégagées, idées soulignées dans leurs interventions finales aussi bien par P.L. Séguillon que par Bernard Lacombe. L'équilibre de la terreur, c'est la course à la terreur. Etre réaliste, c'est dire non à la course aux armements. La course aux armements est suicidaire, elle pèse sur tous les pays. Il y a là remise en cause d'une idée dominante dans les années 60-70 : on ne croit plus que « l'équilibre » entre les grandes puissances, et en particulier entre les deux superpuissances, soit une garantie de paix, bien au contraire. « Chacun est d'accord pour dire : les deux grands possèdent les armements les plus puissants, ils doivent commencer » indiqua P.L. Séguillon.

Le rôle de la course aux armements dans le sous-développement, le rôle du Tiers Monde furent également soulignés. Bernard Lacombe estima que par-

mi les forces qui comptaient dans cette lutte pour la paix se trouvaient les non-alignés, les pays en voie de développement, qui, en particulier à New-Delhi, ont affirmé que « sans arrêt de la course aux armements, il n'y a pas de sortie possible du sous-développement ».

Le professeur Goussault, rendant compte des débats de son carrefour, indiqua que « le dixième seulement des sommes englouties dans le surarmement suffirait à assurer l'extinction sur la planète des principaux signes du sous-développement que sont la faim et l'analphabétisme ».

Comment faire en sorte que de plus en plus d'hommes et de femmes de notre pays se mobilisent pour la paix? Michel Langignon a dit que « le troisième grand qui doit s'installer à la table

condition d'une mobilisation populaire profonde. Mais le débat dans le respect des diversités doit absolument se poursuivre; et travailler sur certaines pistes évoquées au cours de ces Etats généraux permettrait sans doute de mettre en œuvre des ressorts puissants pour aboutir à cette mobilisation souhaitée, ressorts tenant mieux compte des réalités de notre pays. Par exemple, il faudrait sans doute travailler sur la réalité des effets d'une guerre nucléaire sur la population française, sujet finalement peu abordé mais qui mérite réflexion; sur la charge que fait peser sur l'économie du pays la course imposée par les deux superpuissances, avec son rôle dans la crise actuelle et ses effets : le chômage et la jeunesse, la place de l'industrie de guerre dans l'économie française...



Bernard Lacombe et Pierre-Luc Séguillon aux Etats généraux

des négociations de Genève, c'est l'opinion publique ». Mais tout le monde s'est également interrogé sur la faiblesse relative de ce mouvement d'opinion dans notre pays. Certes les Cruise et les Pershing ne vont pas s'implanter sur le sol français, mais la France est tout aussi concernée par ceux-ci et les SS20 soviétiques que tous les pays d'Europe.

Approfondir les convergences essentielles mises à jour est la première

« Militer pour le désarmement, une partie que nous devons et pouvons gagner » a dit Bernard Lacombe. Si tous ceux qui veulent la paix poursuivent dans la voie ouverte par ces Etats généraux, la partie peut être gagnée. Alors, rendez-vous le 19 juin au Bois de Vincennes dans l'immédiat, et préparons des Etats généraux nationaux à la hauteur des enjeux.

Marc PERRIN

Pourquoi parler de mai 68 aujourd'hui? Sacrifions-nous aux modes des médias et de leur « mai 83, mai 68 à l'envers »? Cédons-nous complaisamment à la pratique des anniversaires? Une surprise a motivé ce débat, celle qu'ont provoquée quelques haussements d'épaules agacés ou quelques remarques acerbes ou moqueuses adressées à la page 32 du dernier *Travailleurs*, reproduisant 6 ou 7 affiches de 68 sur le thème de l'unité. Cela nous a surpris et donné à réfléchir. Les évocations du Front populaire, de la Résistance, de la Commune, voire 1789 ne soulèvent pas de telles réactions. Alors? Peut-être serait-il grand temps de considérer mai-juin 68 comme un phénomène historique original — et décisif — qui dépasse le destin singulier de quelques dizaines de milliers d'hommes et femmes qui y firent leurs premières armes militantes? Peut-être faudrait-il abandonner la passion émotive de « ceux qui l'ont vécu » (!) pour la passion autrement productive de l'étude et de la recherche patientes et rigoureuses? Voilà pourquoi nous avons convié, aux côtés d'Alain Sentier et de Camille Granot, membres du Secrétariat politique de notre parti, Alain Delale, historien et co-auteur de « *La France de 68* » paru au Seuil il y a cinq ans, dont la lecture, ou la relecture, sont indispensables pour jeunes et moins jeunes. La discussion, dont nous ne publions que des extraits, laisse un sentiment d'inachèvement... Souvent elle a « dérapé » sur le présent, tant cette explosion de notre peuple, avec ses espoirs et ses limites, porte en germe notre présent et notre avenir.

## ... de mai 68 ...

### Camille Granot

Ces dernières semaines, une certaine presse a beaucoup évoqué un « mai 68 à l'envers » pour caractériser les manifestations étudiantes récentes. Ceci correspond à une vision de mai 68, à une déformation manifeste qui réduit le mouvement à une émeute parisienne, étudiante, barricades et voitures incendiées. Point à la ligne. Image largement galvaudée alors et encore aujourd'hui...

### Alain Delale

On ne saurait parler d'un « mai 68 à l'envers » dans aucun sens possible!

Car cela supposerait que mai 68 n'ait été que des violences au Quartier latin, qu'il n'ait pas existé une grande grève ouvrière, un gigantesque mouvement populaire dans toute la France...

D'autre part, cela laisserait entendre que « mai 68 » aurait été une opération



Camille Granot



Alain Delale

politique ayant pour enjeu la conquête du gouvernement...

Certes, le mouvement étudiant et la grève ouvrière ont été un immense mouvement de défiance et de refus du régime gaulliste. Mais il n'a pas été seulement cela; il ne s'agissait pas de mettre seulement le gouvernement dans l'embarras... On réutilise des mots de 68, dont on a oublié le véritable sens de l'époque. « Mouvement étudiant » en 68, cela représentait 90% des étudiants, de Paris et aussi de province, soit militants actifs, « barricadiers », grévistes mais aussi sympathisants... Il y a eu prise de position massive d'un groupe social, sur des mots d'ordre populaires, progressistes au plan politique. Des dizaines de milliers d'étudiants y ont adhéré et par dizaines de milliers sont descendus dans la rue.

### Alain Sentier

Pour traiter de ce « mai 68 à l'envers », on peut prendre plusieurs critères : la dimension des forces dans la rue, la hauteur de la violence, la participation massive ou non à cette violence, mais aussi et surtout le contenu des revendications exprimées de fin avril à juin, car les choses ont évolué... Ce qui me semble différent, c'est la cible contre laquelle s'est réalisé le consensus en mai 68 et celle contre laquelle il se fait aujourd'hui. En 1968, la cible, c'est le capital, le système capitaliste, le régime gaulliste. La cible se perd aujourd'hui dans des revendications catégorielles, sans doute corporatistes pour certaines, certaines franges d'extrême-droite s'efforçant de politiser les choses.

### Alain Delale

Si l'on réfléchit sur les dix premiers jours de 68, avant la grande grève ouvrière, les mots d'ordre « *La Sorbonne aux étudiants; libérez nos camarades* », manifestent une mobilisation contre une opération politique du gouvernement gaulliste. Il y avait déjà eu, en 1967, des manifestations étudiantes revendicatives contre la réforme Fouchet. Mais début mai 68, c'est plus global : c'est une révolte contre le gouvernement : « *Ça ne marche plus, ça ne peut plus durer comme cela...* »

### Camille Granot

Ce qui frappe aujourd'hui, du moins jusqu'à aujourd'hui, c'est que les manifestations mobilisent des catégories bien précises d'étudiants, pharmacie, droit, médecine, sur des revendications particulières, en ordre relativement séparé, sans convergences, ni souci de convergences entre eux ni avec d'autres. Chacun défend son bout de gras et plus, chaque groupe s'en prend à d'autres, aux ouvriers de Renault, aux travailleurs immigrés de Citroën, etc.

En mai 68, même avant le 13 mai, existait déjà chez les étudiants une volonté profonde de jonction avec d'autres, avec les lycéens, avec les ouvriers... Le mouvement cherchait des « ponts », des appuis, même si cela était confus ou romantique... C'est une grande différence.

### Alain Delale

L'immense majorité des étudiants avaient conscience de ne pas se battre uniquement pour eux-mêmes; en pro-

testant contre les violences policières, ils se battaient aussi pour tous ceux qui faisaient les frais de cette politique. Dans la population, il y a eu un mouvement de sympathie spontanée car l'agresseur était clairement désigné... Aujourd'hui, les violences du Quartier latin suscitent l'indifférence, la violence apparaissant bien être celle des groupes d'extrême-droite. En 1968, la violence était le fait des manifestants en riposte aux violences policières.

### Alain Sentier

On dit « sympathie » vis-à-vis des étudiants, mais des conditions particulières l'ont créée. Toutes les répressions ne font pas un mai-juin, ni ne permettent des fusions entre classes et couches populaires différentes. Cette fusion a été permise par une situation économique, sociale, politique... Toute l'introduction de ton livre fournit des éléments là-dessus.

### Alain Delale

Les étudiants n'avaient ni la force ni la possibilité de susciter une grève ouvrière. La sympathie vis-à-vis des étudiants n'explique pas le surgissement de la grève, même si elle participe à son déclenchement.

L'état de la société française explique mai-juin 68 : société bloquée du point de vue des structures, des mentalités, mais en transformation extrêmement rapide au plan économique. Cela crée des contradictions, des tensions, des situations tragiques pour des groupes nombreux de la société : vieux travailleurs, immigrés, O.S. de l'époque. Certains disaient la classe ouvrière embourgeoisée... mais on ne parlait pas des O.S. Et pourtant le malaise était extrêmement profond.

Il y avait un malaise étudiant, pour lesquels la conjoncture était bien plus difficile qu'à la fin des années 50 : difficultés pour mener les études à terme, problèmes de plus en plus aigus de débouchés et d'emploi. Pour des raisons, certes différentes, des millions de travailleurs étaient désespérés : raisons économiques — la pauvreté était réelle — et aussi sentiment d'impasse : rien ne changera-t-il jamais?

Cela tient à la période qui suivit les guerres coloniales, durant lesquelles certains problèmes « intérieurs » avaient été laissés quelque peu de côté. Depuis des années, des questions n'étaient pas résolues, la haine s'accumulait dans une certaine indifférence et méconnaissance générales... La grève ouvrière, son ampleur ont encore plus surpris



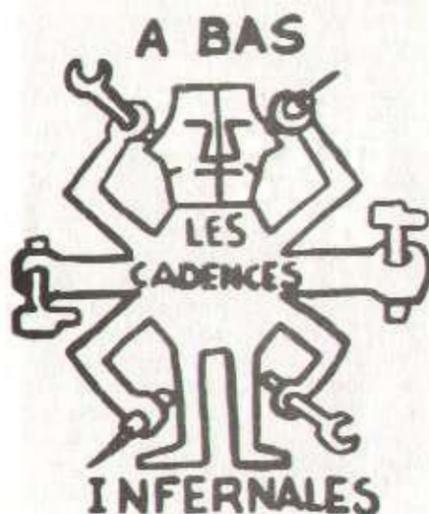
que la révolte étudiante. Elle a été plus imprévue encore et pourtant plus prévisible. Dans les mois précédents, fin 67 et début 68, des mouvements populaires extrêmement violents, à Caen par exemple, avaient éclaté, sans qu'on y attache un intérêt autre que local.

Cette force, existant indépendamment du mouvement étudiant, a réellement fait mai-juin 68, comme mouvement populaire original, particulier à la France. La manifestation du 13 mai, la « libération » de la Sorbonne, l'occupation des facs n'auraient pas fait le mai 68 français. Dans d'autres pays capitalistes, des mouvements étudiants ont existé alors, parfois plus violents, souvent plus longs. Mais ils n'ont pas eu le même sens qu'en France. Ils n'ont pas été cette union de fait : tout un peuple face à un gouvernement, face à une « minorité de privilégiés ».

Il y avait une ambiance de 1789... On s'arrête et on voit... Dans le premier mouvement d'occupation des usines, il y a eu beaucoup de formes de luttes profondes, radicales, des séquestrations de patrons et de cadres. On voulait des améliorations, on avait des revendications salariales, mais on voulait plus encore, on visait un système, les petits chefs, la hiérarchie, les conditions de travail... toutes revendications et aspirations qui furent pour l'essentiel laissées de côté lors des grandes négociations.

### Camille Granot

A Caen, en 1968, la classe ouvrière est jeune, « neuve » pourrait-on dire, jeune à double titre : les enfants de paysans, filles et garçons, des campagnes environnantes sont brutalement jetés dans le travail à l'usine, à la chaîne, dans des boîtes nouvellement « dé-



centralisées» : la Saviem, Moulinex, Geiger... C'est l'irruption massive dans le monde ouvrier de nouvelles couches sociales non préparées, non averties de l'exploitation d'usine, de l'organisation ouvrière, etc. Il y a là un potentiel extraordinaire de lutte... L'explosion de janvier 68 à Caen reflète ce phénomène nouveau, vrai aussi à Flins, à Cléon, à Sandouville, etc. Le mouvement de la jeunesse n'a pas été seulement étudiant; la jeunesse ouvrière était sur le terrain, porteuse de révolte et d'espoirs.

Plutôt que d'un embourgeoisement du prolétariat, il s'agit d'une mutation gigantesque : extension du travail à la chaîne et des O.S., pénétration du salariat féminin, extension du nombre de travailleurs immigrés. Parallèlement, les générations d'après-guerre arrivant sur le marché du travail, considèrent le travail, l'exploitation avec un autre regard. Ajoutons-y les phénomènes de décentralisation industrielle opérée par le capital qui, lui, se concentre à grande vitesse... et ça explose, parfois plus fort encore, dans de nouvelles implantations, pas seulement dans les grands bastions ouvriers traditionnels.

Mai 68 révèle une mutation économique du capitalisme français et ses effets transformateurs dans la classe ouvrière des années 60.

**A**lain Sentier  
La reconstruction du pays étant accomplie désormais, la fraction monopoliste du capital a pris les affaires directement en mains depuis 1958. Pompidou, premier ministre en 68, ancien fondé de pouvoir de la banque Rothschild, avec d'autres hommes du grand capital s'efforce de façonner une France dite « moderne » : concentra-

tions financières et industrielles, essor de la production, activation de l'exode rural, urbanisation accélérée. Il y a aussi une logique du pouvoir politique issu de 1958 de répondre par les flics au malaise étudiant...

**A**lain Delale  
Cela procède aussi d'une conception de la société française que se sont forgée le grand capital et la bourgeoisie. La bourgeoisie croit avoir le champ libre pour procéder aux restructurations — grandes fusions, multinationales, — et croit que la prospérité générale empêchera que cela tourne mal. Quand surgissent des tensions, elle répond au coup par coup, cherche à éliminer l'obstacle et à accélérer la « modernisation »... Face au mouvement étudiant, elle veut donner un « coup de torchon » contre les gauchistes et pouvoir continuer ensuite ses réformes. Elle ne croit pas à une crise sociale profonde et se trompe.

**A**lain Sentier  
C'est « s'adapter ou mourir » selon l'impérialisme français... et toute contestation est comprise comme un retard de prise de conscience du progrès nécessaire. Assurément, les classes et couches qui se mettent en branle ont du mal à s'adapter au nouveau procès de production, aux mutations en cours. Mais il existe aussi un refus global de la société capitaliste telle qu'elle se dessine... On voit bien les composantes de ce refus, mais le mouvement est porteur d'espoirs, de quels espoirs ?

**A**lain Delale  
Il est plus difficile de répondre à cette question, car en mai 68, il n'y a pas une unique voie, pas un langage seulement : il y a multiplicité des expressions. Cerner mai 68, ce n'est pas choisir le mouvement ouvrier ou bien le mouvement étudiant, ce n'est pas exclure l'un pour valoriser l'autre — comme cela se fait encore trop souvent. Ce n'est pas non plus prétendre que les revendications salariales étaient secondaires, l'aspiration à la qualité de la vie étant principale — ou dire l'inverse. Tout cela est vrai. En mai 1968, il n'y avait pas de contradiction, pas de coupure dans l'esprit de la majorité des participants, là où certains se plaisent encore aujourd'hui à faire des analyses contradictoires s'excluant les unes les autres.

Il y a eu les mots, les discours. Il y a eu les actes et la volonté de vivre des

rapports sociaux différents. Il y a eu le « changer la vie » étudiant, bien connu, mais aussi, dans les usines, l'aspiration générale à vivre différemment, à pouvoir « dire son mot »... Par exemple, sur le bruit et les cadences infernales : on les combat parce qu'on en meurt à petit feu, mais aussi parce que cela empêche de rien faire d'autre. C'est toujours le patron qui décide et même si l'on lui extorque de l'argent, ce n'est pas suffisant. Ajoutée à cette vision idéologique, il y a une logique où l'Etat joue son rôle : on ne saurait combattre



les petits chefs, par exemple, et gagner définitivement contre eux sans se révolter contre le « régime », contre l'Etat. C'est la dimension politique de 68, mais aussi sa faiblesse, car hormis la preuve réalisée qu'il est possible de paralyser l'Etat un temps, le mouvement de 68 n'a pas suscité une façon nouvelle de prendre le pouvoir.

**C**amille Granot  
Il semble bien que les appareils politiques en mesure de transformer la réalité, aient fait preuve d'une incompréhension certaine du mouvement dans sa profondeur et sa complexité.

Le Parti socialiste est alors au plus bas; tout est en gestation, en renaissance, avec les clubs, le Colloque de Grenoble, etc. Les idées sont éparses, la capacité politique et militante tenue. Dans le moment, la nature du mouvement qui dément bien des thèses quant à la « nouvelle classe ouvrière », semble mal appréhendée et paraît inquiéter...

Quant au PCF et à la CGT, plutôt que de se pénétrer pleinement du mouvement dans sa complexité et sa diversité, ils le comprennent selon des schémas, s'efforcent de le contrôler et en excluent tout ce qui n'est pas confor-

me sous peine de perdre des pans entiers du mouvement. C'est la fameuse rupture entre mouvement ouvrier et mouvement étudiant, ou plutôt non-jonction ou jonction difficile. C'est le rendez-vous manqué avec les révoltes paysannes... C'est l'ignorance ou le rejet de ce qui est neuf, même s'il est mêlé d'outrances, de naïvetés, d'imagineries... En prétendant identifier le mouvement à leur propre projet, le PCF et la CGT manquent alors en partie l'éclosion de nouvelles aspirations, de nouvelles façons de voir, de com-



battre... Plutôt que de répondre « présent » à la volonté, même maladroitement — ou parfois prétentieuse — du mouvement étudiant à fusionner avec la classe ouvrière, il rompt brutalement avec lui. Rendez-vous manqué de l'histoire...

**A**lain Delale  
Les grands partis de gauche — PCF et PS — ont été surpris; on ne peut pas leur reprocher d'avoir répondu au coup par coup, au jour le jour. Mai 68 est un symptôme qui permet de mesurer à quel point l'ensemble des directions politiques et syndicales connaissait mal la société d'alors. Chacun avait son analyse, étayée sur des faits, mais aucune n'englobait le tout. De manière générale, les partis n'étaient pas prêts et ont peu ou prou exprimé que le mouvement ne venait pas au bon moment dans le développement de leur stratégie. Le PS avait peur de disparaître dans la tourmente.

Le PCF, en 1968, est la grande force organisée de la gauche; son but est clairement défini : en finir avec le régime gaulliste, mettre en place un pouvoir de gauche. Mais sa stratégie d'union de la gauche n'est pas prête à opérer puisque les socialistes sont alors une

force bien trop faible. Du coup, il n'y a pas d'alternative de gauche, de perspective politique immédiate possible pour le PCF. Aussi caractérise-t-il le mouvement comme uniquement revendicatif. La politique, ce sera les élections. L'attitude de la CGT est très significative à cet égard, toutes ses analyses ont été écrites au jour le jour et publiées; et il apparaît qu'elle a agi comme une organisation syndicale au sens étroit du terme, et rien de plus... Elle n'a pas été à l'origine de la grève, ce qu'on ne saurait lui reprocher. Elle

a en revanche aidé à sa généralisation dès qu'elle en a saisi l'ampleur; mais voulant ensuite la diriger, elle n'en conserve que l'aspect revendicatif, économique. Sa condamnation d'alors du mot d'ordre d'autogestion est très significative à cet égard.

**A**lain Sentier  
Mai 68 montre la vétusté des appareils politiques et syndicaux, de leurs conceptions, de leurs rapports à la réalité. L'extrême-gauche, nous-mêmes, n'avons pas complètement échappé à cela... Si elle a fait preuve de réceptivité au nouveau, au mouvement de la jeunesse qui a vite pénétré ses rangs, elle a cru elle aussi pouvoir porter, voire parfois « encadrer » le mouvement, ou en privilégier certains aspects et a rêvé de se substituer assez vite aux autres forces organisées. L'avenir a tranché...

Depuis, toutes les forces organisées ont été peu ou prou, avec retard ou réticences, pénétrées par la génération militante de 68. Le Parti socialiste d'Epinais, le premier, y a puisé nouveaux thèmes et forces; la CFDT s'y est fortifiée dès après mai; le PCF et la CGT aussi, plus tard, dans le moment

du reflux... Mais c'est une autre histoire.

**A**lain Delale  
En tant qu'auteur de ce livre, je pense important de reparler de mai 68 aujourd'hui. Pour plusieurs raisons. L'une est que, si l'on n'a pas oublié dans les usines ou les villes ce qui s'est passé localement, on a tendance à oublier ou à enterrer 68 comme événement national. Les morts de Sochaux sont « enterrés », sauf à Sochaux où leur mémoire est vivace. C'est faire œuvre de salubrité publique que d'en parler... Par contre, savoir qui a appelé au 13 mai, qui a fait quoi, le premier ou non, c'est de la mauvaise polémique...

Ce que 68 m'a appris, c'est à se méfier des apparences. C'est une leçon d'humilité pour les militants et les hommes politiques. « La France s'ennuie » disait-on au printemps 68... Les apparences sont bien trompeuses! Des consensus aussi absurdes font qu'on se trouve démuné quand survient l'événement.

Adopter une ouverture d'esprit qui permet d'envisager que demain ne sera pas comme hier ou aujourd'hui, c'est peut-être la meilleure leçon de 68.

La mémoire, cela ne met pas à l'abri de refaire des erreurs. Le peuple a sa mémoire; celle des organisations est plus fragile et risque de se perdre. Mai 68 est un point de référence, non pour l'imiter, non pour l'attribuer à tel ou tel. Chacun peut réfléchir dessus; c'est une référence commune, comme 36, la Résistance, mais l'on ne peut en tirer des leçons d'application directe...

**A**lain Sentier  
En 68, on a vu que la classe ouvrière se souvenait de 36, de la Libération. Depuis quinze années, 68 a marqué les phénomènes politiques et sociaux; dans l'avenir, 68 laissera sa marque encore. Comme militants, nous essayons d'accompagner cela de manière la plus consciente possible. Quels sont les enrichissements apportés par 68? Quels enseignements positifs ou par la négative? Il y a toujours danger que se reproduisent les mêmes erreurs, les mêmes attitudes de refus, les mêmes sectarismes, les mêmes fermetures. Quant à nous, nous tirons, aujourd'hui, quelques réflexions quant à la politique d'alliances, quant au respect des diversités du mouvement social, quant à l'ouverture par rapport à ce qui change dans la société, quant au rapport des organisations avec les masses populaires...

## MUSIQUE

the third world - Gato Barbieri

Contre

l'impérialisme US

le jazz

latino-américain

Toute musique issue du Tiers Monde ou de minorités opprimées n'est pas nécessairement progressiste, tout au plus peut-on dire qu'elle exprime une identité culturelle à un moment donné. L'Amérique latine nous offre de bons exemples par son bouillonnement culturel reflétant les contradictions qui s'aiguisent dans ce continent. Ainsi une partie de la musique brésilienne techniquement au point et ayant acquis une réputation internationale, grâce notamment au jazzman Stan Getz, n'a pratiquement pas servi de support aux luttes du peuple brésilien, mais au contraire a été l'expression d'une récupération de la fête populaire par un Occident en mal de paradis terrestres pour milliardaires.

A l'opposé, c'est d'une volonté de créer une musique en lutte contre de telles récupérations qu'est né, aux USA, le free-jazz. Celui-ci, dans sa forme, donnait une plus large part à l'improvisation contre les tenants (dont Stan Getz) d'une musique structurée. Rapidement, les musiciens de free se sont ouverts à la musique de pays du Tiers Monde en lutte, en particulier d'Afrique et d'Amérique latine. C'est le cas du saxophoniste argentin Gato Barbieri dont l'album « The Third World » dénote le projet. Toutefois si l'intention

progressiste des créateurs de free-jazz est claire, elle s'est trop souvent heurtée à la forme, à savoir une ligne mélodique peu soignée, ce qui s'est traduit par un impact de masse de plus en plus faible.

Au contraire, des musiques populaires, en particulier afro-cubaines, intègrent à leurs rythmes propres des acquis techniques du jazz et ont une audience plus grande auprès des populations exploitées du sous-continent latino-américain. Depuis les années 70, cette fusion a pris la forme de ce que l'on appelle la Salsa, popularisée en Occident par Mongo Santamaria. Au-delà de la démarche formelle, l'intérêt de cette musique est de servir de support à nombre d'appels à la lutte pour l'indépendance ou l'émancipation de Porto-Rico, Panama, St-Domingue..., au refus de paradis artificiels, au soutien aux peuples du Nicaragua ou du Salvador... En définitive, cette musique cimente actuellement une unité latino-américaine tant des immigrés aux USA que des exploités de tout le sous-continent. La référence cubaine y est évidemment très présente, mais l'importance de l'adversaire US surtout depuis l'accession de Reagan au pouvoir, contribue au renforcement de cette unité au-delà des ambiguïtés.

Serge SENEZ

## CINEMA

LE VENT

— Finyé —

Le souffle de la révolte

Présenté au Festival de Cannes 1982, le film de Souleymane Cissé « Le Vent - Finyé » a attendu près d'un an avant de sortir sur les écrans. Pourtant notre ministre de la Culture, Jack Lang, avait bien fait quelques déclarations incitant à la promotion du cinéma du Tiers Monde... mais le vent du changement ne souffle guère dès qu'il s'agit de passer aux actes.

## CHANSON

ETAT D'URGENCE : UN DISQUE

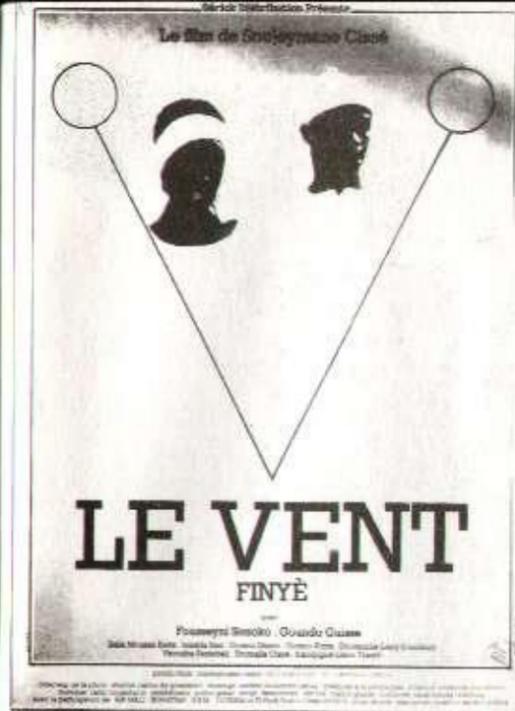
EN NOIR



Dans son dernier disque, Bernard Lavilliers raconte un voyage d'un type nouveau pour lui, un voyage au bout de sa déprime. On lui a souvent reproché de cultiver une image de gros bras, de violent, de physique. Ce disque, au contraire, dévoile sa fragilité, ses angoisses (« Etat d'urgence », « Clan Mongol », « Idées noires », « Saignée »). Quelques images des USA : New-York, Las Vegas, l'univers froid, artificiel, avec, en toile de fond, la cocaïne, l'héroïne, drogues et mort... Un détour par les QHS des prisons françaises. Pas de voyages dans le Tiers Monde cette fois-ci, si ce n'est par les rythmes : samba, tango, calypso.

Dans ce disque de blessures, on trouve pourtant une chanson d'espoir, qui montre qu'il veut surmonter ses idées noires (« A suivre »), puisqu'il conclut : « Je voyage encore... »

Cat BRUMA



Le film de Souleymane Cissé est tout simplement remarquable. En dépit des faibles moyens dont il disposait, le réalisateur malien nous donne des images admirables, puissantes, poétiques, poignantes. « Le Vent - Finyé » marque sans doute un nouveau tournant dans le cinéma africain ; si auparavant certains réalisateurs, dont Sembène Ousmane, avaient réalisé des œuvres portant sur les problèmes de leur pays depuis l'indépendance, bien peu avaient été aussi vigoureux dans leur critique.

Tourné en langue nationale, ce qui déjà constitue une revendication culturelle dans un pays où la bourgeoisie nationale parle le français, langue de l'ancien colonisateur, « Le Vent - Finyé » aborde les problèmes de la jeunesse ; d'une jeunesse mal à l'aise alors que la bourgeoisie nationale s'appuyant sur l'armée a assis sa domination depuis l'indépendance. Cette jeunesse est confrontée au problème des études sans débouchés, à la corruption qui règne à tous les niveaux.

Au-delà de la révolte des étudiants, impitoyablement réprimée par l'armée, et de l'histoire d'amour de Bâ et Batrou, « Le Vent - Finyé » met en cause les rapports sociaux établis par le régime en place et qui se heurtent à l'espoir qu'a pu porter la déclaration de l'indépendance.

La démarche de Souleymane Cissé est fort courageuse lorsque l'on sait que de nombreux intellectuels ont été condamnés à la prison pour leurs propos et leurs écrits. Cette démarche est aussi pleine d'espoir puisque l'une des dernières images nous montre l'union symbolique de la jeunesse et d'un « ancien combattant » de l'indépendance.

Robert VALLOT



Palme d'Or au Festival de Cannes 82, avec son admirable « Yol ». Güney récidive dans le chef-d'œuvre (le mot n'est pas trop fort) avec son dernier film, « Le Mur », c'est un regard acéré, une vision vraie, dure sur les prisons turques et sur le régime qui les engendre. A côté de la prison que décrit Güney, nos Santé et autres Baumettes font figure de palace trois étoiles. Devant ce pamphlet cinématographique, cet acte militant de dénonciation du régime turc, on se sent comme Dante aux portes des Enfers et Güney, tel Charon, nous invite à le suivre sur le Styx de la souffrance et de l'oppression... Le pire dans tout cela, dans ce que Güney nous assène, sans aucune pitié, c'est que c'est vrai... tragiquement vrai. Quelque part, là-bas, entre le Mont Ararat et la mer Egée, des hommes, des femmes, des enfants souffrent sous la botte. La brutalité des gardiens, des soldats ; la hargne avec laquelle le régime pénitentiaire veut rabaisser des êtres humains au rang de bêtes, de damnés (le mot est bien plus juste), ne doit rien à l'imagination de l'auteur. Pas plus que « Yol », il ne s'agit d'une simple

dénonciation des mœurs arriérées d'un pays semi-féodal... Une dénonciation humaniste, quoi... Non, la cible est clairement désignée : le régime fasciste, le féodalisme...

Les « vedettes » ce sont, principalement, les enfants... C'est à eux, ceux qui sont restés là-bas, que Güney dédie ce film. Leur soif de liberté, qu'ils concrétisent naïvement dans l'espoir d'être transférés dans une prison plus « humaine », leur soif de vie et d'amour servent d'ossature à l'action. Tous, à leur manière, ils s'évaderont, même Saban sous les balles de la soldatesque.

Dans cet enfer, dans cet univers si désespéré, il y a l'espoir... Un espoir que nulle oppression ne pourra jamais écraser. La révolte des « politiques », les mots d'ordres inscrits sur les murs des cellules, gigantesques bras d'honneur à la barbe du pouvoir, la révolte sanglante des enfants montrent que les coups de matraque, aussi forts soient-ils, ne sèment pas la passivité. Un peuple sous le joug crie vengeance pour ses morts et sa liberté perdue. Un tel régime ne pourrait se maintenir sans l'aide des tenants du « monde libre », l'aide américaine...

Le rideau retombe sur ces enfants turcs, derrière de nouveaux murs, mais on ne pourra jamais oublier leurs visages torturés... Alors qu'importent les critiques de scribouillards plus occupés d'esthétisme pur que d'autre chose, qu'importe le chœur des pleureuses qui trouvent que Güney y a été fort avec les gosses. Ce n'est pas un remake de Mayerling qu'il a réalisé : c'est un acte militant !

Claude DHALLUIN



Yilmaz Güney. Evadé des prisons turques, condamné à mort, ôché de sa nationalité. Une carte de visite fournie de sens...

# LES PEINTRES contre L'APARTHEID

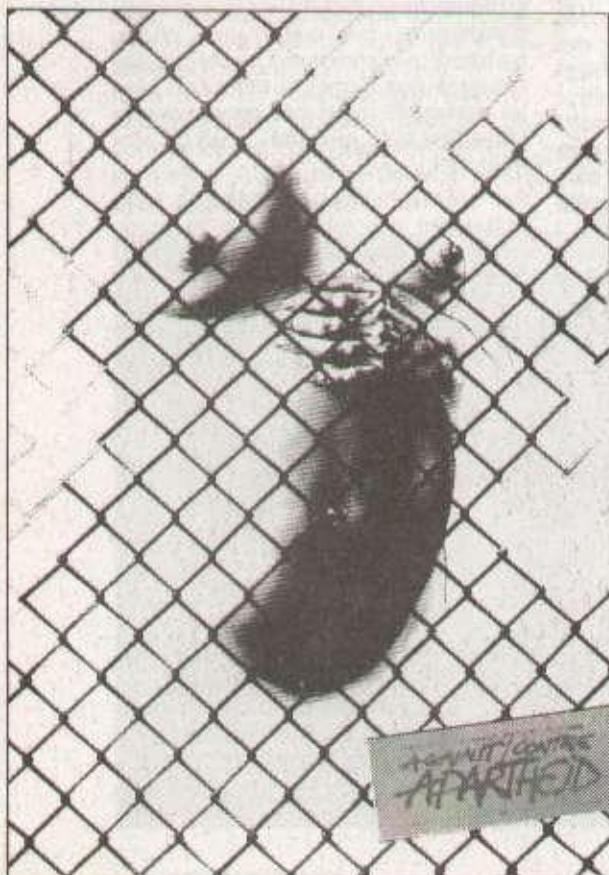
Paul Rebeyrolle

Lucebert

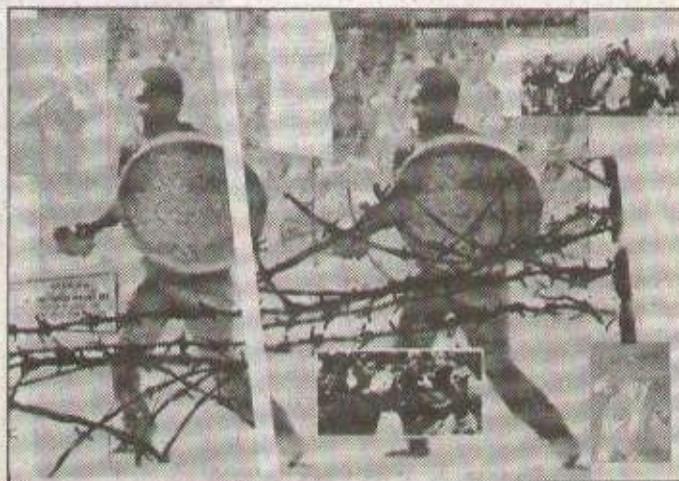


*« Tous ensemble, apportons notre contribution, en tant qu'artistes, aux efforts de la communauté internationale résolue à éliminer l'apartheid, afin que s'épanouisse en Afrique du Sud une société démocratique et libre dont tous les membres : Asiatiques, Blancs, Métis, Noirs vivraient en harmonie et disposeraient de chances égales ».*

Tel fut l'appel lancé en octobre 81 par le peintre Ernest Pignon-Ernest et d'autres artistes. L'appel a été entendu : une exposition internationale d'art contre l'apartheid a vu le jour et depuis le 21 mars dernier, elle circule aux quatre coins du monde, riche des tableaux de quinze artistes de plusieurs nationalités. Cette initiative, menée de concert avec le Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid, doit aboutir à la création d'un « Musée des artistes du monde contre l'apartheid ». Objectif ouvert à l'espoir, ce musée sera remis au premier gouvernement démocratique d'Afrique du Sud.



Ernest Pignon-Ernest



Gavin Jantjes